



bimensuel •
n° 32 • 6/07/78 •
5 Ff • 35 Fb • 3 Fs •

INPRECO

INTERCONTINENTAL

INTERVIEW
EXCLUSIVE
DE
HUGO
BLANCO

un
appel
du fils
de
Boukharine



INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

Abonnement
UN an
25 numéros



TARIFS

100FF, 50 FS, 700 FB, 20 dollars Can.
 Par avion, USA et Canada :
 30 dollars par an.
 Pour les autres pays écrire à la
 rédaction
 Versement : libeller les chèques au
 nom de Pascal Henri et les envoyer à
 « Inprecor ».



Découper ce bulletin et le retourner à Inprecor
 accompagné d'un chèque.
 Boîte postale 57, 93 101 Montreuil/Cedex - France.

Sommaire

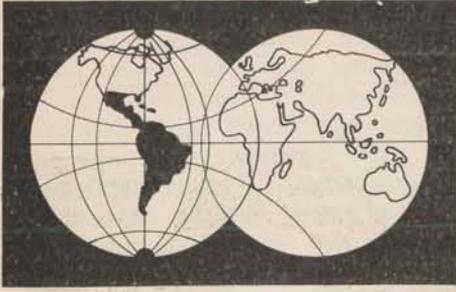
- page 3 **PEROU**
Une interview exclusive de Hugo Blanco
- page 13 **ARGENTINE**
Dictature et résistance
Marcello Zugadi
- page 20 **QUEBEC**
La question nationale
Rédaction de « Lutte ouvrière »
- page 24 **ESPAGNE**
Montée et différenciation
du syndicalisme en Espagne
José Montero
- page 27 **URSS**
Un appel du fils de Boukharine
pour la réhabilitation de son père
- page 29 **ZAMBIE**
Un Etat néo-colonial en faillite
John Blair



NOM
 PRENOM
 ADRESSE

 PAYS

Inprecor, Boîte postale 57, 93 101 Montreuil/Cedex France
 Directeur de publication : Jean-François Godchau
 Imprimé par Rotographie (Montreuil). Tél : 808 23.28. Commission paritaire n. 59 117
 Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Les
 articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.



Pérou

Une interview de Hugo BLANCO

*La farce électorale se transforme
en un succès ouvrier et révolutionnaire sans précédent
Avec 500 000 voix et 12% des suffrages,
avec 12 députés élus, le FOCEP a acquis une audience considérable.*

Propos recueillis par Marcello ZUGADI

Le lundi 19 juin, on a connu les résultats des élections péruviennes à l'Assemblée constituante; douze candidats du Front ouvrier, paysan, étudiant, et populaire (FOCEP) ont été élus sur le total de 100 députés qui formeront l'Assemblée. Si la liste du FOCEP était composée de divers candidats et présidée par le camarade Genaro Ledesma, combattant du socialisme qui n'appartient à aucun parti, les noms les plus célèbres parmi les larges masses sont d'appartenance trotskyste reconnue. Parmi eux notre camarade Hugo Blanco, dont la trajectoire révolutionnaire, longue et dévouée a été une fois encore revendiquée par les travailleurs péruviens, qui l'ont soutenu avec 70% du total des voix obtenues par le FOCEP.

Mais pour comprendre la véritable signification de ces voix, il faut écouter le camarade Blanco lui-même sur les conditions dans lesquelles se sont déroulées les élections :

Ces élections sont totalement frauduleuses, fondamentalement parce que les analphabètes n'ont pas le droit de voter. Comme si les analphabètes étaient responsables de l'incapacité des régimes à éduquer le peuple. Mais priver les analphabètes du droit de vote est d'autant plus grave que c'est une des manifestations de l'oppression culturelle que subit une grande partie de la population péruvienne qui ne parle pas la langue des conquistadors, qui parle le quecha, ou l'aimara ou d'autres langues moins impor-

tantes, et qui, parce qu'elle ne parle ni n'écrit l'espagnol, ne peut pas élire le gouvernement. Par exemple la plus grande partie de la base de la Confédération des paysans dont je suis membre de la direction, n'a pas voté. Nous savons que si ces gens avaient voté, ils n'auraient pas voté pour la droite !

Evidemment non ! C'est pourquoi le gouvernement des forces armées a privé trois millions d'électeurs sur un total de huit millions, du droit d'élire leurs représentants à l'Assemblée constituante !

L'ensemble de la gauche (FOCEP, UDP, PC) a obtenu 22% des voix; ce pourcentage atteint 28 si nous comptons le PSR, parti bourgeois qui représente un programme démagogique réformiste et s'appuie sur les secteurs populaires. Mais si nous ajoutons les 40% que représentent les trois millions d'analphabètes, le résultat montre clairement quelle est la situation du gouvernement militaire.

On ne peut pas dire - poursuit Hugo Blanco - qu'on empêche de voter les paysans parce qu'ils n'ont pas de conscience politique; dans les grandes luttes des années 60, et dans les luttes actuelles, il ont prouvé leur haut degré de conscience politique.

Une autre caractéristique de cette farce électorale, c'est que les soldats ne votent pas; bien que ce gou-

vernement et tous les gouvernements putschistes gouvernent au nom des forces armées. On peut dire que les généraux non plus ne votent pas; d'accord, mais pour un général, il y a des milliers de soldats; de plus, quand les généraux veulent voter, ils ont les tanks, qui ne savent ni lire, ni écrire...

En plus de ces façons de déformer l'opinion populaire, il y a la puissance bien connue, économique et publicitaire de la droite au Pérou - comme dans tout le monde capitaliste - qui fait que la droite a plus de possibilités électorales sur ce plan. Il y a eu bien d'autres aspects de la fraude : par exemple le peu de temps laissé pour le dépôt des listes; le climat anti-démocratique qui a régné pendant toute cette période. Avant le dépôt des listes, ils y avait des prisonniers et des exilés qui ne pouvaient participer à la campagne pour recueillir des signatures, etc. Mais sous la pression des masses, le gouvernement a dû accepter que l'on porte candidats les exilés, beaucoup d'entre nous furent désignés, ce qui obligea le gouvernement à permettre notre retour, même s'il n'a pas libéré les prisonniers politiques.

Un autre aspect de la fraude électorale, c'est que sur les 47 000 signatures présentées par le FOCEP, on n'en a reconnu que 19 000, alors qu'il s'en fallait de dix jours pour la clôture des inscriptions; en dix jours nous avons dû obtenir ce qui manquait pour atteindre à nouveau

les 40000. De plus la police arrê-
tait beaucoup de ceux qui recueil-
laient les signatures, et déchirait les
listes.

Comme si cela ne suffisait pas, le
gouvernement, après avoir garanti
à toutes les listes la possibilité de
s'exprimer dans les grands moyens
d'information, l'a retirée au FOCEP
et à l'UDP; ensuite il a dû nous ren-
dre ce droit pour ne pas dévaloriser
totalement les élections.

Enfin, à quelques jours des élec-
tions, le gouvernement a emprison-
né un grand nombre de candidats
et d'autres dirigeants politiques et
syndicaux, a déporté neuf candidats
de trois listes différentes - FOCEP,
UDP, PSR - en a gardé d'autres pri-
sonniers et poursuivi beaucoup
plus; le jour même des élections,
le général Leonidas Rodriguez, pré-
sident du PSR, a été arrêté alors
qu'il allait voter, et déporté en Ar-
gentine; ce même jour a été fait pri-
sonnier le numéro deux de la liste
du FOCEP, le camarade Hernan
Cuentas.

Il faudrait dire encore qu'au mo-
ment de notre arrestation ont été
proclamés l'état de siège, le couvre-
feu, et la suspension des garanties
constitutionnelles, et que l'on a in-
terdit la campagne électorale. Par la
suite la campagne s'est poursuivie,
état de siège et couvre-feu levés;
mais la suspension des garanties
constitutionnelles a été maintenue.
Tout ceci montre le caractère anti-
démocratique et le climat dans le-
quel se sont déroulées les élections.

C'est dans ce cadre qu'il faut si-
tuer les résultats. Nous considérons
comme une grande victoire que le
FOCEP ait atteint la troisième place
avec 12% des voix.

Malgré les manœuvres du gou-
vernement, les chiffres prouvent
l'échec de ce qu'on appelle «la ré-
volution péruvienne» et ouvrent
une inconnue sur les possibilités de
la bourgeoisie et de l'impérialisme
de recomposer la situation politique
et de transférer le gouvernement des
mains des militaires à celle des ci-
vils. Avec 45% de chômage, 4,5 mil-
liards de dollars de dette extérieure,
soumise au plan du FMI qui, pour-
tant ne semble pas disposé à finan-
cer à nouveau la dette extérieure ni

à concéder de nouveaux prêts, sa
réserve en devises totalement épu-
isée, et coincée dans la tenaille de la
«stagflation», la «révolution péru-
vienne» arrive à sa fin avec plus de
peine que de gloire. Il est vrai que
les propriétaires latifundiaires ont
été liquidés, et que les grandes pro-
priétés ont été en grande partie re-
mises aux paysans organisés dans
les ligues agraires. Mais la crise de
la production agricole n'a pas été
surmontée et la bourgeoisie n'est
pas en mesure d'impulser le déve-
loppement du pays, ce qui rend im-
possible pour les exploités la sta-
bilisation du contrôle politique du
pays. La «révolution» de Velasco
Alvarado n'a changé ni le système
de production ni les formes de vie
fondamentales des paysans - 40% de
la population active - et d'autre part
les «nationalisations» n'ont fait
qu'augmenter la dépendance vis-à-
vis du capital financier internatio-
nal, dans les mains duquel retom-
bent les entreprises-clé.

En contrepartie la crise de la pro-
duction agricole a envoyé des cen-
taines de milliers de paysans vers les
villes, particulièrement à Lima, en-
tourée de façon menaçante de
«barriadas» (bidonvilles).

Les habitants de ces «barriadas»
se sont lancés sur Lima en février
1975, profitant d'une grève de la
police. Ils ont envahi la ville, mis à
sac et incendié les grands magasins.
C'était la rébellion des affamés.
Mais le plus important, c'est que
non seulement cette révolte inaugu-
rait une nouvelle période de montée
des luttes populaires, mais qu'à par-
tir de ce moment, ces habitants ont
combattu aux côtés du prolétariat
dans les grandes grèves nationales.

C'est cette situation qui a obligé
le gouvernement militaire à des
élections générales pour 1980. Les
résultats du 18 juin ont montré que
ce n'est pas la meilleure solution,
mais comme dit Hugo Blanco : il
est clair que la bourgeoisie est en
crise et qu'il n'y a pas de projet al-
ternatif cohérent face à cela. Cet
appel à des élections est une con-
quête des masses - bien que les
masses n'aient pas demandé d'élec-
tions. Tant le PPC que l'APRA
n'ont pas d'autre solution que de
suivre le diktat du FMI. L'alternati-
ve que l'on présente dans les sec-

teurs bourgeois est le rappel au gou-
vernement de Velasco Alvarado, le
PSR, que certains appellent parti
de gauche, qui a été réprimé par le
régime mais ne représente pas un
secteur significatif de la bourgeoi-
sie. Mais la période ne se prête plus
aux réformes. Le gouvernement ne
peut se payer le luxe aujourd'hui
de faire des réformes comme en a
faites V. Alvarado par exemple; ce
temps-là est passé. Aujourd'hui, il
s'agit de suivre les ordres de l'impé-
rialisme sans protester. Mais la si-
tuation économique ôte tout pres-
tige à ce gouvernement; et d'autres
secteurs de droite en profitent pour
se lancer contre le régime et deman-
der leur part dans le gouvernement.
C'est pourquoi probablement va se
former aujourd'hui un cabinet ci-
vilo-militaire avec ces deux forces
de droite qui ont gagné les élec-
tions, c'est-à-dire le PPC - extrême-
droite - et l'APRA.

Le gouvernement a appelé à ces
élections en y mettant beaucoup de
restrictions. Il savait que la gauche
était très divisée; il n'y a pas un
parti de gauche fort; qu'il n'y a que
des petits groupes; il a donc pensé
que s'il exigeait un grand nombre
de signatures comme condition
pour déposer une liste, la gauche ne
pourrait tout simplement pas parti-
ciper; il allait tout simplement pou-
voir se donner des allures démocra-
tiques en expliquant que si la gau-
che ne participait pas, c'est qu'elle
n'avait pas suffisamment d'appui
populaire pour le faire, mais le gou-
vernement donnait toutes les liber-
tés. A l'encontre de ce qu'escomp-
tait le gouvernement, deux blocs de
gauche importants, l'UDP et le
FOCEP, se sont formés sous la pres-
sion de cette exigence, mais plus
fondamentalement à cause de la
montée du mouvement des masses
qui exige l'unification de la gauche.
Ces deux listes purent être déposées
malgré tout. Parmi les candidats de
ces deux listes et du PSR, il y avait
quelques exilés; le gouvernement
s'est vu contraint de dire qu'ils
pouvaient être candidats, puis de
les amnistier tous. Cela était aussi
le produit de la lutte des masses,
parce que le retour des exilés et la
liberté des prisonniers politiques
étaient des revendications perman-
entes du peuple. Par exemple la
grève de la faim des travailleurs li-

cenciés exigeant leur réintégration, comportait aussi le retour des exilés comme revendication.

Il s'agit, comme dans tant d'autres exemples en Amérique latine, ces dernières années, d'un processus que la bourgeoisie et l'impérialisme mettent en mouvement obligatoirement et ce processus, depuis le début, combat pour échapper à tout contrôle, polarise les classes et oblige les gouvernements fragiles à user de leur dernier recours : la violence et l'ignorance des libertés démocratiques les plus élémentaires.

Examinons - dit Hugo Blanco - quelles listes ont participé aux élections : l'APRA ; qu'est-ce que l'APRA ? c'est le parti le plus ancien du Pérou qui a commencé comme parti anti-impérialiste petit-bourgeois, à une époque où la classe ouvrière était encore faible et qui a fini comme parti pro-impérialiste. Il est vrai qu'il lui reste quelques mots d'ordre, quelques critères réformistes. Il s'est beaucoup affaibli à cause de sa capitulation ; mais il conserve un peu de l'auréole que lui a donné l'histoire de la répression qu'il a subie sous plusieurs gouvernements : persécution, répression, parfois plus que le PC, car il était parfois plus à gauche. Ceci reste dans la mémoire de beaucoup de gens. Cette tradition donne de l'expérience à l'APRA, lui confère du prestige et lui permet de maintenir une organisation, c'est-à-dire que dans le plus petit village péruvien, il existe un apriste qui fait un minimum de travail, ne serait-ce qu'électoral...

L'autre liste, celle du PPC, est la liste représentative de la droite, la critique de droite du régime. Le PPC critique les réformes faites par V. Alvarado, etc., la position classique de l'économie libérale, critique des coopératives, des nationalisations. Il a également obtenu un nombre de voix élevé parce que l'autre liste de droite, la liste d'Action populaire de Belaunde Terry, s'est retirée. L'AP s'opposait à ce que se tiennent ces élections et demandait qu'il y ait directement des élections présidentielles. Peut-être que beaucoup, à droite, considéraient maintenant qu'ils étaient les plus lucides parce qu'on n'aurait

pas permis la participation de la gauche, du moins sous la forme qu'elle a prise.

Le FRENATRAC (Front national travailleur et paysan) dirigé par la bourgeoisie commerciale de l'intérieur, a présenté une autre liste démagogique dans sa lutte contre les grands propriétaires de la région et a attiré une grande partie de la paysannerie, de la population de

gouvernement de V. Alvarado. Les résultats sont clairs : ils ont obtenu 2% des voix.

Quant au PSR, il est l'héritier du vélasquisme, il est dirigé par les militaires de l'aile gauche du gouvernement de Velasco et se réclame du vélasquisme bien qu'il prétende le critiquer. Il est composé de gens qui ont travaillé sous le régime de Velasco, non seulement des

UNE AUTRE UTILISATION DU PARLEMENT

Que signifie pour un militant de la IVe Internationale d'être élu député à l'Assemblée constituante ?

Je crois que cela est très important et va servir - si cette Assemblée arrive à fonctionner au moins un mois - va servir, donc, pour montrer quelque chose que beaucoup de révolutionnaires ont déjà démontré au cours de l'Histoire : comment, nous, révolutionnaires, utilisons le parlement bourgeois. Il s'est passé beaucoup de temps depuis des exemples comme celui de Liebknecht et de tant d'autres et il faudra de nouveau démontrer aux masses qu'un révolutionnaire peut utiliser le parlement comme un instrument pour l'organisation et la mobilisation indépendante des masses. Il faut se différencier clairement non seulement des représentants de la bourgeoisie, mais aussi des réformistes qui voient dans le parlement leur principal champ de bataille, ils envisagent leur tâche comme étant d'améliorer les lois bour-

geoises et, quand ils réussissent à obtenir quelques changements, c'est un grand triomphe pour eux, ils croient que c'est un triomphe dont le mérite leur revient, et ils ne voient pas que c'est une victoire des masses qui ont lutté, obligeant la bourgeoisie à céder et à accepter les exigences qu'elles ont émises. Exigences qui, même s'ils n'étaient pas au parlement, auraient dû être concédées. Alors le brio de l'un, l'habileté oratoire de l'autre, etc., ne comptent pas... ce qui compte c'est la force que les masses ont investi dans leurs luttes, dans les rues, dans les usines, à la campagne, contre la classe ennemie. Et ce recul qu'elles infligent à la classe ennemie se reflète dans les lois émises par le gouvernement bourgeois, avec ou sans parlementaires de gauche. Alors je crois que nous devons créer une différence catégorique et agir de telle façon qu'apparaisse clairement la différence entre notre utilisation du parlement et l'utilisation qu'en font les réformistes.

Juliaca, une ville du sud du Pérou. Il y a eu une rébellion dans cette ville et ce groupe est apparu comme partie prenante de la lutte, alors qu'en réalité il la freinait, ce qui explique qu'il aient obtenu un certain nombre de voix.

La Démocratie chrétienne et l'Action révolutionnaire socialiste sont des partis qui ont appuyé le

fonctionnaires, mais aussi des gens combattifs, dirigeants d'organisations populaires, etc.

Ils pensaient qu'il fallait profiter de ce processus vélasquiste, monter dans sa barque pour promouvoir certains progrès que permettait le gouvernement, et qu'il importait peu s'il fallait pour cela crier « Vive Velasco ». Ces gens faisaient plus ou moins confiance aux militaires.

Cette même logique qui les avait poussés à agir de l'intérieur est celle qui les incita à former le PSR; dans ce parti, comme je l'ai dit, il y a un éventail qui va depuis les généraux qui ont été ministres jusqu'à ce type de dirigeants que je viens de décrire. Il y a eu dans certains secteurs beaucoup d'illusions sur la force que pourrait avoir ce regroupement. Surtout au moment de l'importante manifestation lors de l'enterrement de Velasco. Mais il est significatif que le PSR n'ait obtenu que la moitié des voix du FOCEP. Le PSR va sans doute se vider maintenant car, composé de gens opportunistes (au sens politique du terme), son argument étant que c'était l'unique possibilité (avant les résultats du FOCEP) sera sans doute abandonné et impliquera un changement de tactique.

Le PC qui a appuyé le gouvernement de façon critique, a essayé de freiner les luttes ouvrières; il se réclame de l'époque de Velasco et ses résultats montrent que les gens ne regrettent pas le vélasquisme. Une autre chose importante pour le PC par rapport à la montée du mouvement de masses, c'est que la trahison de ce parti, lors de la grève générale de novembre de l'année passée (qui après avoir été votée par tous les délégués syndicaux fut brisée par le PC), a été la goutte d'eau qui fit déborder le vase et a provoqué la division du PC, et la formation du PC - majorité à laquelle appartiennent les dirigeants syndicaux importants et dont la force est considérable. Le PC-Majorité s'est présenté avec l'UDP aux élections; il disait que, bien que les mots soient différents (quant aux mots

d'ordre de l'UDP), le contenu est le même : c'est-à-dire la ligne face à la bourgeoisie nationale, etc.

Parlons maintenant de l'UDP et du FOCEP qui sont les fronts de gauche. L'UDP est un front politique qui prétend pratiquer le centralisme démocratique; la ligne politique, le mot d'ordre de gouvernement sont votés à la majorité; et la majorité est tenue par les maoïstes : Vanguardia revolucionaria, et des secteurs du PCR et du MIR. Il y a deux groupes trotskystes - le FIR IV et le FIR Combat - qui sont dans l'UDP, mais étant minoritaires ils ne peuvent avoir de poids. Le mot d'ordre de gouvernement de l'UDP est «gouvernement populaire révolutionnaire», c'est-à-dire le mot

UNE CAMPAGNE ELECTORALE REVOLUTIONNAIRE

Quelle campagne électorale a mené votre parti à l'intérieur du FOCEP ?

Un aspect très important de notre campagne a été la dénonciation systématique de la fraude que constitue l'appel à cette Assemblée constituante, l'affirmation systématique que les masses ne devaient faire aucune confiance à cette assemblée pour résoudre leurs problèmes; qu'elles ne devaient compter que sur leur propre organisation et sur leur propre lutte; qu'elles ne devaient pas croire que quand l'un des représentants du FOCEP ou d'une autre liste de gauche serait au parlement il pourrait arranger les choses, mais que tout se réglerait sur le champ de la bataille quotidienne des organisations de masse.

De plus, nous avons présenté un Projet de constitution; il s'agit de notre programme, de la société, de la révolution pour laquelle nous luttons, mais présentés sous forme de constitution. Nous y avons décrit nos propositions,

notre opinion sur les forces armées, sur le mode de nationalisation des entreprises - sans indemnité et sous contrôle ouvrier - sur le problème des femmes, le problème des nationalités opprimées, celui du développement économique, etc., en partant de la constatation que la crise au Pérou est la crise du capitalisme en ruines et qu'il ne faut donc pas lui poser un emplâtre mais organiser une société socialiste et que les seuls qui soient capables de le faire sont les travailleurs eux-mêmes. Ce fut là un instrument important dans la campagne électorale. Nous avons présenté tout cela comme un instrument pour que les gens discutent dans leurs organisations de base pendant et après la campagne électorale et que par la suite se tienne une Convention des travailleurs, c'est-à-dire d'ouvriers, de paysans, d'habitants des bidonvilles, une convention qui discute d'un projet définitif, qui approuve un projet de constitution. On peut dire que le nôtre est un avant-projet présenté aux masses pour qu'elles en discutent et fassent connaître leur projet qui peut

être, ou ne pas être, basé sur le nôtre; et pour que ce que les masses approuvent soit ce que défendent au parlement les élus qui se proclament représentants de la classe ouvrière.

Les comités de soutien au FOCEP que le PST a formés avaient comme tâche fondamentale de s'occuper des problèmes du milieu social où ils se formaient, par exemple : dans une usine, le comité FOCEP devait impulser la lutte pour la réintégration des licenciés, pour les cahiers de revendications des différents syndicats, pour la grève générale, pour l'organisation de l'opposition de gauche contre la bureaucratie dans les syndicats, etc; si le comité de soutien se formait dans un bidonville, il devait se préoccuper d'organiser et de mobiliser les masses, lutter pour l'eau potable, l'électricité, les transports, etc. Il fallait faire prendre conscience et répéter inlassablement que ces problèmes ne seraient pas résolus par l'élection d'un délégué à l'Assemblée constituante, mais par l'organisation et la lutte pour ces revendications.

d'ordre maoïste de « bloc des quatre classes » (ouvriers, paysans, classe moyenne, bourgeoisie nationale).

Le FOCEP est un front qui a trois points comme dénominateurs communs :

- Indépendance de classe : Nous ne devons pas aller aux élections avec des forces bourgeoises, c'est-à-dire que le FOCEP, à la différence de l'UDP, n'a pas fait appel au PSR, au PDC ou à ARS.
- Mobilisation et organisation des masses exploitées.
- Gouvernement des travailleurs.

ne FOCEP-UDP, et ont permis en outre que certains des groupes participant à leur liste portent des attaques ignobles contre le camarade Hugo Blanco.

L'UDP qui réfutait l'alliance avec les trotskystes sous prétexte qu'ils étaient « des groupes sans importance » a obtenu 4% des voix aux élections, c'est-à-dire un tiers des voix du FOCEP.

Il y a dans le FOCEP des personnalités indépendantes de gauche qui ont un grand prestige au Pérou, Genero Ledesma, par exemple, le président du FOCEP qui était en tête de liste, avocat de syndicats, de mineurs, de paysans, il a été empri-

nejo, dirigeant mineur du centre du pays, qui n'est pas non plus trotskyste et qui est dans le FOCEP.

On comprend mieux la valeur de cette attitude et le contraste avec le critère de l'UDP quand on sait que sur les 518000 votes obtenus par le FOCEP, plus de 70% furent pour le camarade Hugo Blanco. C'est la même attitude qui est présente au moment où il faut décider quelles sont les tâches que ce succès impose aux révolutionnaires du Pérou.

Avant toute chose, il faut souligner sans ambiguïté qu'il serait très bête de croire que la bourgeoisie va laisser les masses mener à bien la satisfaction de leurs désirs à travers les voies parlementaires; c'est pourquoi les masses doivent s'appuyer sur leur propre organisation, leur propre lutte, leur propre mobilisation. C'est à cela que seront utilisés les sièges que nous avons à l'Assemblée constituante.

Mais il faut aussi comprendre quelles sont les caractéristiques de la nouvelle situation et offrir une réponse politique. Ce succès du FOCEP va provoquer une recomposition dans la gauche péruvienne et dans le mouvement de masse en général; cela veut dire qu'on va considérer d'une façon différente les forces du FOCEP, le trotskysme, en particulier le PST. Le résultat électoral va donner une énergie nouvelle au processus de réunification du trotskysme qui a déjà commencé au Pérou et au moins les secteurs qui militent dans la IVe Internationale-Secrétariat unifié vont sans doute s'unifier dans un délai relativement court. La possibilité s'ouvre aussi pour la mise sur pied d'un grand parti ouvrier. Nous ne croyons pas que les 12% obtenus soient 12% de voix pour le trotskysme, et encore moins exclusivement pour le PST. Nous croyons, nous, que ces 12% ont voté pour l'indépendance de classe, pour une ligne intransigeante de lutte contre la bourgeoisie, ont voté pour le socialisme et pour un gouvernement des travailleurs. C'est pour cela que ces camarades doivent être organisés autour de ces points. Là-dedans, nous serons une tendance, un courant; c'est cela la réalité que nous devons voir, nous ne nous trompons



Hugo Blanco et sa fille, Carmen, à l'aéroport de Stockholm

De plus chaque parti peut mener sa propre propagande en toute liberté. A un moment le FOCEP a proposé à l'UDP d'entrer à l'UDP pour l'unité de la gauche, de laisser la majeure partie des candidats à l'UDP, à condition que cette dernière laisse au FOCEP la liberté d'avancer sa propre consigne de gouvernement. L'UDP a refusé en disant que pour être dans l'UDP il fallait en accepter la consigne gouvernementale; cette dernière, à notre avis, est une consigne de collaboration de classe. C'est pourquoi nous ne sommes pas dans l'UDP.

La pratique a donné une leçon claire à ces camarades qui, en plus d'empêcher l'entrée des membres du FOCEP dans l'UDP, se sont refusés à mener une campagne commu-

sonné, il a même été élu au Parlement en étant prisonnier; il a été détenu à plusieurs reprises au CEPA (prison dans la forêt), il a mené une lutte constante, il n'a pas capitulé devant le gouvernement comme l'ont fait d'autres gens indépendants de gauche et il n'est pas trotskyste; d'autres camarades comme Laura Celler ne le sont pas non plus, avocate de paysans et également emprisonnée plusieurs fois, elle est membre d'Amnesty International. Ou encore Manuel Scorza, écrivain connu internationalement qui a beaucoup défendu les luttes paysannes des années soixante que nous considérons comme un apport à la lutte de classes péruvienne et un bon moyen pour aider à la compréhension internationale de ce qu'ont été et sont encore ces luttes. Il y en a d'autres comme le camarade Cor-

L'Assemblée constituante, considérant :

- Que les racines historiques et culturelles du Pérou démontrent que le socialisme est la source du bien-être général;
- Que l'introduction des méthodes féodales et de divers modèles capitalistes a apporté la faim, le chômage et la pauvreté à notre peuple et a entraîné la subordination de notre pays à l'impérialisme;
- Que la crise actuelle du capitalisme devient catastrophique pour notre pays;
- Et que, pour nous sauver du désastre, des mesures d'urgence radicales doivent être prises;

Décide d'adopter les bases suivantes pour l'organisation sociale et économique du Pérou :

Le gouvernement :

- Des gouvernements locaux seront constitués de délégués démocratiquement élus par les organisations de travailleurs, de paysans, d'employés, de « pueblos jovenes » (habitants des bidonvilles), de soldats, d'étudiants et autres secteurs populaires;
- A l'échelle nationale, le gouvernement sera constitué des délégués de ces organisations;
- Tout membre du gouvernement, à quelque niveau qu'il soit, pourra être révoqué par la base à tout moment;
- Les salaires des fonctionnaires du gouvernement ne pourront être supérieurs à ceux des travailleurs;

C'est la seule forme de gouvernement qui puisse orienter l'économie et la vie nationale sous tous ses aspects à servir la majorité et non les exploités en augmentant leurs richesses. C'est la seule façon de nous libérer de l'impérialisme.

Le pouvoir judiciaire :

Il sera exercé par des tribunaux populaires élus par les masses.

Les forces armées :

Elles seront constituées de comités de défense armés des travailleurs, des paysans, des employés, des « pueblos jovenes », des étudiants, etc.

La dette extérieure :

Le peuple péruvien renie les dettes contractées par ses oppresseurs. Nous ne rembourserons pas aux impérialistes les emprunts qui ont servi à nous opprimer.

Le système bancaire :

Il passera en totalité aux mains de l'Etat.

Le commerce extérieur :

Il passera en totalité aux mains de l'Etat.

Le Commerce intérieur et les Transports :

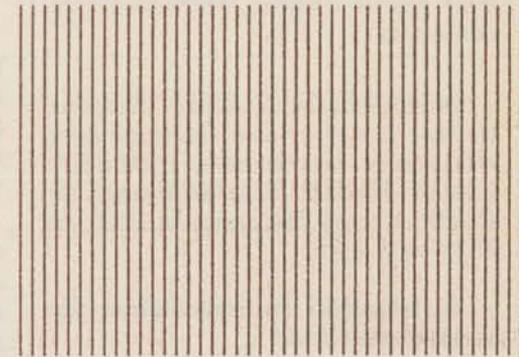
- Les entreprises commerciales et les Transports publics passeront aux mains de l'Etat.
- Les petites boutiques gérées par leurs propriétaires et les véhicules de service public que possèdent leurs conducteurs resteront aux mains de leurs propriétaires.

L'industrie :

- Les industries manufacturières, la pêche et l'agriculture et autres industries passeront aux mains de l'Etat.
- Ce secteur de l'économie, comme d'autres secteurs nationalisés, sera géré par les travailleurs concernés.
- Les ateliers possédés par les artisans qui y travaillent resteront aux mains de leurs propriétaires.

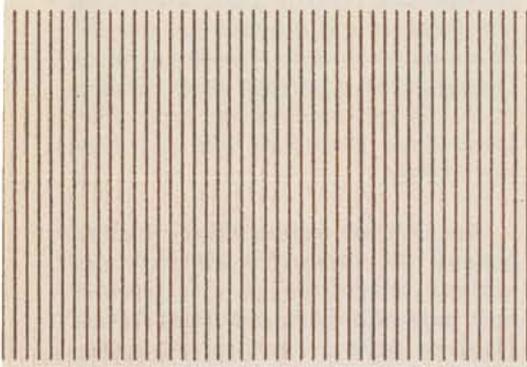
L'agriculture :

La terre dont il n'aura pas été disposé dans le cadre du point précédent passera sans indemnité aux mains des paysans. Ceux-ci détermineront collectivement les formes communales ou privées de production à mettre en place sur telle ou telle terre.



Contre le chômage : le développement :

Aucune indemnité ne sera payée pour les secteurs nationalisés. Nous ne pouvons récompenser ceux qui ont bu notre sang depuis des siècles et qui utiliseraient ces indemnités pour perpétuer notre oppression.



de systèmes d'irrigation, d'hôpitaux, d'écoles, etc. Nous avons les bras et les moyens intellectuels pour tout cela. S'ils sont inutilisés aujourd'hui, c'est l'organisation capitaliste du pays qui est à blâmer; ce n'est pas parce que notre peuple ne veut pas travailler.

- Pour en finir avec le chômage et procéder au développement, des travaux publics doivent être lancés à une échelle de masse.
- Ces travaux publics ne seront pas planifiés en fonction des décisions de quelques fonctionnaires, mais plutôt selon les besoins exprimés par les gens. Les organes de travailleurs, de paysans, d'employés, de « pueblos jovenes », d'étudiants, etc. feront savoir quels travaux sont nécessaires et quelles sont les priorités.
- Les cliniques, les collèges et autres services publics actuellement entre les mains des capitalistes seront également nationalisés.

L'éducation :

Les travailleurs au pouvoir détermineront les objectifs et les formes de l'éducation. Celle-ci sera faite avec la participation des étudiants et des enseignants.

Les femmes :

La société capitaliste maintient les femmes en tant que servantes domestiques; les relègue aux emplois les plus mal payés; les force à avoir des enfants - ou les empêche d'en avoir -; les jette dans la prostitution; établit toutes sortes de discriminations contre elles, les caractérise et les traite comme inférieures à l'homme et leur octroie moins de droits qu'aux hommes.

La société des travailleurs prendra des mesures pour mettre fin à de tels abus et impulser l'organisation des femmes. Des crèches, des laveries et restaurants collectifs seront créés. Les femmes pourront étudier et travailler dans quelque domaine que ce soit. Il sera créé des cliniques gratuites pour les femmes.

Les secteurs culturellement opprimés :

Les cultures péruviennes actuellement opprimées seront respectées et encouragées dans tous les domaines :

- L'enseignement des langues péruviennes parlées par ces secteurs sera favorisé. L'utilisation de ces langues sera obligatoire dans les tribunaux et dans tous les lieux où cela est nécessaire.
- L'enseignement de la littérature sera encouragé, mais ne créera en aucun cas des discriminations à l'encontre de ceux qui ne parlent pas l'espagnol ou une autre langue européenne.
- Les populations de la jungle, et d'autres populations comme les Uros, seront libres de décider de leur propre avenir.

Les libertés démocratiques :

Toutes les libertés démocratiques seront pleinement respectées : droit d'organisation, liberté de parole, droit de grève, liberté de religion, liberté de la presse, etc.

Ceci pour garantir que la grande majorité ne soit pas à nouveau opprimée par des minorités qui monopoliseraient l'expression des idées comme moyen de monopoliser les richesses et le pouvoir.

La solidarité internationale :

Le bien-être et le développement du Pérou, une fois entre les mains du peuple, ne pourront s'établir durablement aussi longtemps que le Pérou restera dans un monde d'exploitation et de pauvreté.

Si le Pérou restait isolé, il tomberait à nouveau dans les griffes du capitalisme international ou bien souffrirait de dégénérescence bureaucratique.

- Ainsi, la construction des Etats-Unis d'Amérique latine, avec Cuba et tout autre pays libéré de l'impérialisme est une urgente nécessité;
- Tout aussi importante est la solidarité avec d'autres pays soumis au colonialisme, comme ceux de l'Afrique et de l'Asie.
- Enfin, il nous est également nécessaire de consacrer le plus grand effort possible à l'extension du bien-être et du développement, afin que tous les peuples puissent devenir maîtres de leur sort dans un monde socialiste.

Présenté au peuple péruvien
avril 1978

Ces fonds seront utilisés pour mettre fin au chômage et poursuivre le développement. Le Pérou a grand besoin d'habitations équipées en électricité, en eau, et en services d'égouts; de routes et d'autoroutes;

pas, nous ne voulons pas faire de la démagogie en proclamant qu'il y a eu un demi-million de voix pour le trotskysme, ni rien de ce genre. Un tel parti serait un grand progrès. Indubitablement, au sein de ce parti ouvrier de masse qui se formerait, nous serions un courant, mais un courant important, respecté, celui qui a mené précisément au regroupement de toutes ces forces et si ce regroupement a pu se faire pour la bataille électorale, il peut se faire aussi pour la bataille quotidienne, véritable, sur le terrain de la lutte des classes. Nous espérons que les forces majoritaires de l'UDP seront également disposées à s'intégrer dans ce regroupement.

Nous appellerons aussi le PC à entrer dans ce parti ouvrier même s'il refuse parce qu'il pense qu'il faut soutenir le gouvernement et qu'il ne veut pas mener une politique indépendante de classe, nous allons l'y appeler tout de même; de même nous allons y appeler les bases ouvrières du PSR le quel, je le dis, est un parti bourgeois représentant de la première phase du gouvernement militaire, mais il a des bases ouvrières et paysannes importantes. Nous appellerons toutes ces forces et nous appellerons aussi ces secteurs abstentionnistes qui ont fait de la propagande pour le socialisme lors des élections, par exemple, plusieurs groupes maoïstes, une fraction MIR, etc. Aujourd'hui la discussion n'est plus sur la participation ou non au processus électoral. Nous y avons participé, nous avons montré comment on peut utiliser des élections, maintenant il s'agit de former un grand parti ouvrier et c'est à cela que nous allons les convier.

Dans cette perspective, le tout nouveau député inscrit les résultats de l'élection péruvienne dans une réalité plus large : Je crois que le Pérou est la preuve la plus évidente de la nouvelle montée qui se produit en Amérique latine : Il y a eu une montée de la lutte latino-américaine avec la révolution cubaine et je crois qu'en 1977 une nouvelle montée a commencé. Nous pouvons en donner des exemples : à Porto-Rico des luttes sont menées en ce moment telles qu'il ne s'en est pas produit depuis plusieurs an-

nées, j'ai été là-bas et j'ai pu m'en rendre compte; au Nicaragua c'est une grève générale qui a secoué une dictature vieille de plusieurs décennies et il y a eu des combats armés dans au moins deux villages, non pas menés par une guérilla, mais par les masses armées contre les forces répressives; au Guatemala, il y a une forte lutte des paysans et d'autres secteurs; en Colombie il y a eu une grève générale en septembre dernier et les luttes ont continué depuis, l'un des signes les plus importants étant la participation de notre camarade Socorro Ramirez aux récentes élections. Des luttes ouvrières extrêmement importantes ont eu lieu au Brésil et aussi des luttes étudiantes que le gouvernement n'a pas pu écraser; d'importantes grèves ouvrières se sont produites en Argentine; la grève de la mine El Teniente et d'autres luttes de moindre importance ont eu lieu au Chili ainsi que la manifestation du 1er mai; en Bolivie la grève de la faim a contraint à l'amnistie, à une certaine ouverture et à l'appel à des élections; en Equateur les luttes des travailleurs de la canne ont reçu la solidarité des étudiants et d'autres secteurs également. Tout cela forme un ensemble de plusieurs pays latino-américains où la combativité des travailleurs croît et je crois qu'on ne peut en montrer un seul exemple où il y ait eu un recul notable depuis l'année dernière. On peut parler de stagnation dans quelques pays mais pas de recul. C'est donc la tonalité générale en Amérique latine et indubitablement le phénomène péruvien va se répercuter dans d'autres pays.

On peut souligner une différence avec la montée précédente dans laquelle un facteur important avait justement été la révolution cubaine; comme cette révolution est apparue comme accomplie par un groupe de guérilleros ayant fait la révolution pour les masses, cette montée s'est manifestée également par ce type d'attitudes : on ne considérerait pas le mouvement des masses comme la forme du processus qui mènerait à bien la révolution mais on pensait à un groupe de guérilleros courageux, décidés à faire la révolution et qui entreprendrait la lutte armée. Je ne veux pas parler de la responsabilité des réformistes parce qu'elle est sous-entendue; le réformisme

qui a freiné et continue à freiner les masses est évidemment le responsable fondamental des défaites. Mais je crois que cette conception guérillériste dont je parle a été l'un des facteurs qui a provoqué ces défaites parce qu'une grande partie de l'avant-garde a partagé cette illusion et a été entraînée à ce type d'actions dans lesquelles elle fut bien sûr écrasée.

Au Pérou aujourd'hui, l'ultra-gauche est incapable de faire des actions terroristes et cela permet aux masses d'accroître leurs forces. Dans ce pays ont eu lieu, par exemple, des coupures de lignes téléphoniques, des incendies, des mises à sac, y compris de banques, mais ces actions ont été le fait des masses en lutte. La répression contre cela, les masses la vivent comme une répression contre elles, à cause des luttes qu'elles mènent. Ce n'est donc pas l'action en elle-même qui est discutable mais sa forme, le moment où et par qui elle est faite, soit par les masses, soit par un petit groupe d'avant-garde.

Cette nouvelle montée se caractérise je crois par autre chose : par la lutte collective des masses pour leurs revendications. Et cela se vérifie si l'on considère qui sont les plus en pointe dans ce combat, ce sont des secteurs réellement à la direction des masses; des secteurs trotskystes ou non trotskystes mais qui agissent de façon combative à la tête des masses.

Je crois que le problème que j'ai posé, celui d'un parti ouvrier de masse, est à l'ordre du jour dans beaucoup de pays latino-américains et nous devons nous efforcer de le mettre au premier plan. L'actuelle génération des révolutionnaires en Amérique latine a déjà fait l'expérience du réformisme, dans le cas du Chili et dans beaucoup d'autres cas; elle a déjà vu comment cela mène à l'échec, comment une voie pacifique, parlementaire, légaliste mène à un coup d'Etat à la Pinochet. Cette génération a également déjà fait son expérience de la voie ultra-gauche d'isolement des masses, avec les guérillas rurales du type de celle de Che Guevara, ou les guérillas du MIR et de l'ELN au Pérou, aussi bien que des guérillas urbaines comme celles des Tupamaros, des

Montoneros, de l'ERP, etc. et je crois que toutes ces expériences contribuent à faire mûrir la gauche latino-américaine.

C'est ce qui se passe au Pérou, mais aussi en Europe parmi les exilés latino-américains; la gauche révolutionnaire est en train de mûrir et en général elle est d'accord pour penser que c'est la mobilisation des masses qui conduira à la

révolution. Il y a encore des hésitations; les illusions sur l'union avec des secteurs bourgeois ne sont pas encore totalement abandonnées et en ce sens je crois que nous devons continuer, quant à nous, à insister sur les expériences du passé, montrer leur résultat en ce qui concerne l'indépendance de classe des travailleurs qui mènera à la victoire. Les 12% obtenus par le FOCEP sont une

preuve de ce courant au Pérou et j'espère que dans d'autres pays de telles tendances vont croître. Par ailleurs, des secteurs chaque fois plus grands comprennent la dimension internationale de la lutte et je pense que la discussion s'approfondit aussi à ce sujet : la nécessité ou non de construire un parti mondial...

Paris, le 20 juin 1978

UNE VICTOIRE DE L'INTERNATIONALISME PROLETARIEN

Marcello ZUGADI

Le 25 mai dernier, Hugo Blanco et onze dirigeants politiques et syndicaux péruviens, candidats à l'Assemblée constituante, plus un journaliste de droite, ont été exilés. Mais si cette déportation dans un pays étranger était par elle-même une grossière violation des garanties démocratiques face à l'élection qui devait avoir lieu quelques jours plus tard, beaucoup plus grave était le fait que l'endroit choisi pour les déporter était... l'Argentine.

Après les assassinats du général Prats du Chili, du général Torres de Bolivie et des sénateurs uruguayens - et si l'on compte qu'au cours des dix dernières années, il y a eu, par jour, une moyenne de dix disparus ou morts en Argentine - cette mesure ne pouvait être interprétée que comme une intention du gouvernement péruvien d'éliminer physiquement les douze opposants en recourant à la solidarité de la dictature argentine.

C'est précisément cela qu'Hugo Blanco a expliqué aux soldats, officiers et policiers qui l'embarquèrent de force : « Derrière tout cela il y a la main de la CIA et vous êtes en train de devenir les complices de l'assassinat de péruviens par la main de militaires argentins. Si nous devons mourir, nous voulons mourir au Pérou, et que le gouvernement de Morales Bermudez soit rendu responsable de notre assassinat... ».

Cette ferme attitude fut le premier pas d'un combat qui s'est terminé par une victoire éclatante : bien que l'avion militaire ait atterri de nuit sur le petit aéroport de Jujuy dans le nord de l'Argentine, « quelqu'un » avait donné la nouvelle et le lendemain dans les journaux locaux fut publiée une photo de la descente d'avion des exilés. Une campagne internationale commença alors qui, combinée avec la résistance des exilés eux-mêmes, a fait plier la dictature de Videla.

La IVe Internationale a été au centre de cette campagne et ses organisations dans le monde entier se mirent à exiger que se prononcent des syndicats, des partis, des parlementaires, etc. et à organiser des actions de protestation et des manifestations, même dans les pays les plus lointains. Quelques exemples suffirent à montrer la dimension, la rapidité et l'ampleur politique de cette campagne : en Australie un comité spécifique de défense des exilés s'est formé qui a exigé du gouvernement australien qu'il offre l'asile politique aux douze déportés et a obtenu le soutien de plusieurs sénateurs, d'institutions et d'organisations politiques et syndicales. Des ministres, des parlementaires et des dirigeants politiques et syndicaux ont envoyé des télégrammes à Videla pour exiger que les déportés puissent sortir immédiatement d'Argentine. La campagne était dirigée par le journal de notre section austra-

lienne *Direct Action* et notre camarade Dick Nichols présidait le Comité de défense.

La Brèche, organe de la section suisse de la IVe Internationale a mené une campagne pour que le gouvernement du pays exige du gouvernement argentin la garantie du respect de la sécurité des prisonniers. Elle organisa des piquets et une conférence de presse à laquelle participèrent la FTMH, la FOBB, Sintec, UPOD, le Parti socialiste, le Parti du travail et la Ligue marxiste révolutionnaire. Elle appela à « l'unité d'action de toutes les organisations du mouvement ouvrier, syndical et politique » pour s'engager dans cette tâche et elle a obtenu que le Parti socialiste qui tenait son congrès mette cette question à l'ordre du jour et vote, par acclamation, une résolution exigeant des garanties pour les déportés en Argentine et le retour aux droits démocratiques au Pérou. Cette résolution mentionne explicitement Hugo Blanco « dirigeant paysan, candidat aux élections, qui a déjà passé une dizaine d'années en prison... ».

Au Costa Rica, les camarades de l'OST ont fait des piquets devant les ambassades du Pérou et d'Argentine et ont envoyé des lettres et des télégrammes de protestation.

Aux Etats-Unis, une intense campagne se développa sous la direction du SWP. De même, le Comité de défense des prisonniers latino-améri-

cains (USLA) a organisé des piquets dans les principales villes américaines et a lancé une campagne de soutien aux déportés, envoyant des milliers de télégrammes aux autorités argentines.

En Argentine même, *Désafío*, périodique trotskyste clandestin a dénoncé la menace contre la vie de Hugo Blanco et des autres prisonniers.

En France, la campagne s'est développée rapidement car elle s'est trouvée liée à la mobilisation du

COBA contre la répression en Argentine, *Rouge* a dénoncé jour après jour la répression et informé de tous les développements des événements. Le Comité international a organisé un meeting de plusieurs milliers de personnes contre la répression en Argentine auquel ont pris la parole les déportés qui venaient d'arriver en Europe.

Cette mobilisation a existé dans toute l'Europe et dans la majeure partie de l'Amérique latine.

La dictature militaire argentine après avoir essayé de faire accepter aux prisonniers « l'asile » qu'elle leur offrait, a dû céder et permettre de partir à neuf d'entre eux. Les trois autres décidèrent de rester à Buenos Aires (deux généraux et un journaliste de droite) mais deux dirigeants syndicaux, Valentin Pacho Quispe et Justiniano Apaza Ordoñez restent exilés dans un village perdu de la Pampa, alors qu'ils voudraient partir dans un autre pays et il faut continuer la lutte pour achever l'œuvre victorieuse de cette manifestation de l'internationalisme prolétarien.



Manifestation de solidarité organisée à Costa Rica par l'OST

Dictature et résistance

*La classe ouvrière n'a pas encore été écrasée,
sa structure syndicale n'a pas été démembrée, elle n'a
pas subi une défaite capable de la démoraliser
et de briser la ligne ininterrompue de son développement indépendant*

Marcello ZUGADI

En fin de compte, la dictature a choisi un Président pour la «deuxième période du *Processus de réorganisation nationale*». Videla assumera son nouveau rôle le 1er août... mais sa période de trois ans sera comptabilisée depuis le 24 mars dernier. Avec une visible goguenardise, le quotidien *La Nation* écrit dans son éditorial du 7 mai : «C'est la première fois qu'un président est désigné avec effet rétroactif». Cette ironie ne peut cependant arriver à cacher que le nouveau président a été «élu» par trois personnes et que sa désignation, longuement discutée et retardée, montre les profondes lésions qui divisent les forces armées. Le porte-parole le plus important des exploités d'Argentine se félicite que cette décision ait été prise et souligne qu'il s'agissait d'un besoin impérieux parce que les «divergences entre les militaires avaient atteint à la fin de la semaine précédente une ampleur que les observateurs politiques du pays ne sont pas habitués à enregistrer» (*La Nation*, idem).

On s'est donc mis d'accord sur la figure présidentielle de la «deuxième période», mais les attributions du président restent en débat, ce qui, en définitive, donne à la résolution prise une valeur purement symbolique, destinée précisément à contenir la discussion politique entre les commandements militaires, car elle dévoile aux yeux de tout le monde la crise politique que la dictature traverse.

La junte a annoncé, par le même communiqué annonçant la désignation de Videla, qu'elle avait décidé de «faire étudier et proposer par les organismes adéquats, avant le 15 juillet 1978, des précisions à apporter au schéma fonctionnel du pouvoir». Il s'agit de décider qui désignera les ministres du pouvoir exécutif, les gouverneurs de province et si le président sera, ou pas, - comme il l'a été depuis 1853 -, le commandant en chef des forces armées, c'est-à-dire du pouvoir lui-même. Après deux ans où il fut impossible de parvenir à un accord, il a été décidé d'une date limite. Ainsi, la situation se définit par sa seule énonciation : Videla règne comme président, pour son deuxième mandat, depuis le 24 mars de cette année; mais il ne sera statué sur ses attributions que le 15 juillet prochain... et il assumera sa nouvelle charge le 1er août.

Quel que soit le résultat immédiat de cette crise, il est évident que, d'une manière ou d'une autre, la dictature entame une nouvelle période. Prévoir ses caractéristiques implique avant tout de comprendre ce que proposait et ce qu'a obtenu la junte pendant ces deux années.

LES CAUSES DU COUP D'ETAT

Les forces armées ont expliqué que le coup était inévitable pour deux raisons : les agissements des organisations guérilléristes et le «vide du pouvoir». Bien que même

certaines révolutionnaires aient succombé à la tentation d'adopter ces arguments, ils ne résistent pas à une confrontation sommaire avec les faits : en premier lieu, parler de «vide du pouvoir» - outre le fait que cela suppose de la part de ces révolutionnaires une curieuse conception de ce qu'est l'Etat bourgeois et des causes qui mènent à la dilution de son pouvoir -, c'est méconnaître qu'avec la complicité de tous les partis bourgeois et réformistes et aussi du gouvernement lui-même, les forces armées, bien avant le 24 mars, avaient accaparé tous les ressorts-clé du pouvoir. Une abondante législation répressive, spéciale, l'état de siège et la paralysie volontaire du Congrès leur donnait carte blanche pour mener à bien leur tâche de répression dans tout le pays; la province de Tucuman était sous contrôle militaire direct; un général de l'état-major général des armées - le général Harguindéguy, actuel ministre de l'Intérieur - était le chef de la police fédérale.

C'est une erreur significative que de confondre l'impuissance de la clique d'aventuriers au gouvernement avec un «vide du pouvoir». D'autre part, l'ERP et les Montoneros non seulement ne menaçaient pas ce pouvoir - rien de plus faux que de dire cela - mais ils étaient déjà en net recul. L'échec retentissant de l'attaque de l'ERP contre le régiment de Monte Chingolo en décembre 1975, comme le démembrement de la guérilla installée dans les monts de Tucuman et le désastre provoqué par les Montoneros avec l'attaque du régiment de Formosa, exprimaient sans équivoque que les organisations guérilléristes atteignaient le point final de leur trajectoire de chute irrémédiable et qui avait commencé longtemps auparavant.

Ce n'est ni par un chimérique «vide du pouvoir», ni par une fantomatique menace guérillériste que le coup militaire - ou plus précisément, le transfert du gouvernement aux militaires - s'explique. Ce qui l'explique, au contraire, c'est la nécessité de répondre tactiquement et stratégiquement au mouvement ouvrier : l'éclatement du péronisme privait la bourgeoisie de la seule arme qu'elle pouvait utiliser pour contrôler et dévoyer le prolétariat

tant au plan syndical que politique; il fallait assainir la bureaucratie syndicale, devenue incapable de remplir sa fonction et construire une nouvelle force politique pour remplacer le mouvement péroniste, définitivement mort. La formidable mobilisation ouvrière qui culmina avec la grève de juin 1975 avait démontré que le prolétariat avançait à pas de vainqueur vers son indépendance de classe et que le péronisme, même au gouvernement, était incapable de contenir cette marche en avant. Remplacer le péronisme devenait alors une tâche inéluctable pour garantir à long terme la survivance du régime capitaliste. C'est dans cette direction que furent pointés les canons. (Notons, en passant, que les élections anticipées, mesure obligatoire de ce plan étant donné l'incapacité absolue de la *camarilla* au gouvernement, avait déjà eu en un sens un succès considérable : le réformisme, le populisme et le centrisme avec les organisations guérilléristes à l'avant-garde s'étaient lancés joyeusement dans la construction d'un front populaire qui s'appretait à présenter la candidature de Campora (1) dans ces élections illusoires). Mais ni la manœuvre politique dans laquelle la « AAA » (2) a joué un rôle important - ni la trahison réformo-populo-centriste, ni la cécité de ceux qui refusaient de voir la progression de la lutte des classes ne purent maîtriser celui à qui tout ce plan politique en gestation était destiné : le prolétariat. Retrouvant le niveau de mobilisation atteint à la mi-1975, il descendit de nouveau dans la rue, il se mit à étendre sa mobilisation à tout le pays, à déborder à nouveau le contrôle bureaucratique, à reconstituer ses « coordinations »... et il commença à rechercher - avec le Bureau de coordination des branches de Cordoba à sa tête - une centralisation et un guide politique pour son combat (3).

Une nouvelle grève générale se profilait à l'horizon. Mais son niveau était incomparablement supérieur à celui des six mois antérieurs. La bureaucratie ne pouvait pas non

plus l'éviter. Une grève générale ne ferait pas seulement avorter - ou rendre extrêmement difficiles - les projets politiques de la bourgeoisie, mais elle aurait également empêché le coup d'Etat militaire.

Malgré l'absence complète de direction révolutionnaire, la marche ascendante du mouvement ouvrier faisait ombre à tous les plans de la contre-révolution. Sans une intervention drastique, l'avenir immédiat était compromis. La décision fut prise : le coup était indispensable. Les dirigeants bourgeois vinrent expliquer sur la chaîne de radiodiffusion nationale qu'il y avait pas d'autre solution qu'un coup militaire. Les bureaucrates syndicaux du plus haut niveau assurèrent à plusieurs reprises que « tout était arrangé » tandis qu'ils faisaient tout, en effet, pour éviter la centralisation de la mobilisation.

Le bloc réformo-populo-centriste continuait allègrement à préparer la formule présidentielle du front populaire. La direction révolutionnaire brillait par son absence. Des bandes militaires entreprirent à la mi-février d'emprisonner et de séquestrer les dirigeants ouvriers ayant des positions de classe. Le 24 mars, Isabelle Péron fut transférée dans un château dans le sud du pays et les trois commandants s'installèrent au Palais présidentiel, la *Casa Rosada*.

Pouvait-on espérer, dans ces conditions, autre chose qu'un pas en arrière de la classe ouvrière ?

LA PERIODE DE « REORGANISATION » COMMENCE

Le 25 mars, le Parti communiste argentin distribua une longue déclaration dans laquelle il appuyait le « processus de réorganisation », soulignait la nécessité d'éviter un « coup à droite » et appelait à la formation « d'un cabinet de large coalition démocratique » pour mener à son terme la « réorganisation ». Comme tout indiquait qu'il n'y aurait pas d'élections, le secteur guérillériste du bloc de front populaire appela à la « guerre populaire contre la junte militaire ». D'autres af-

firmèrent qu'il s'agissait d'une défaite historique de la classe ouvrière et passèrent dans leurs quartiers d'hiver. Certes la voix courageuse de plusieurs organisations marxistes-révolutionnaires qui, pendant tout ce processus, tentèrent d'offrir une réponse ne manqua pas. Cependant, des raisons historiques que nous ne traiterons pas ici, leur petite taille, leurs divisions et toutes les faiblesses politiques qui en découlent, empêchèrent qu'existe une riposte - avant et après le coup - qui se présente comme une réelle alternative politique, comme une proposition concrète devant le manque de direction ouvrière.

Dans ce contexte, une fois la junte militaire installée au pouvoir et s'appuyant sur un front bourgeois unanime, pouvait-on s'attendre à autre chose qu'à de nouveaux pas en arrière encore plus importants ? Est-il acceptable d'affirmer, comme cela l'a été, que cette situation était le résultat d'une « faiblesse intrinsèque » du prolétariat ? Certainement pas. Les conclusions qu'en tirent certains sont encore moins acceptables. En dehors d'une interprétation correcte des causes du coup, ils mettent un signe d'égalité entre le mouvement ouvrier et l'addition des exilés, des morts, des séquestrés et des prisonniers pour arriver au résultat qu'il n'existe pas aujourd'hui d'avant-garde organisée en Argentine; que la classe est atomisée et manque de toute structure, même syndicale; que nous devons partir de moins que rien pour organiser la résistance. Les faits, pourtant, démontrent le contraire. Et c'est à ces faits que se réfère clairement la Société rurale argentine - corporation de l'oligarchie des éleveurs, dont les intérêts sont indissociablement liés au grand capital monopoliste et à l'impérialisme - quand, dans un document « d'appui au gouvernement » publié le 7 mai, elle déclare : « Pour le monde du travail, on n'a pas trouvé encore de définitions claires ni un ajustement du régime aux principes qui présidèrent au processus ».

1) Représentant de Péron, élu Président de la nation en mars 1973 et qui a dû démissionner trois mois plus tard. C'est Péron lui-même qui lui a succédé.

2) AAA : Alliance anticommuniste argentine : bandes armées parapolicières.

3) Coordination de l'opposition de classe de toutes les usines et les branches de Cordoba.

Il est sans intérêt de discuter sur les mots plus ou moins capricieusement interprétés, et seul un irresponsable total pourrait refuser de reconnaître les coups durs, très durs, qu'a reçus le mouvement ouvrier en Argentine. Mais en échange, il nous intéresse d'établir clairement que, pour utiliser les mêmes mots que le cénacle de la contre-révolution argentine, on n'a pas encore réussi à conformer le régime aux principes de la dictature; c'est-à-dire, pour employer notre propre vocabulaire : la classe ouvrière n'a pas encore été écrasée, sa structure syndicale n'a pas été démembrée, on n'a pas encore réussi à lui infliger une défaite qui la démoralise et brise la ligne inexorable et ininterrompue de son développement indépendant !

Pourquoi nous intéresse-t-il à l'extrême d'affirmer que c'est là une question décisive ? Parce que ce « *qu'on n'a pas encore réussi* » signifie deux choses : en premier lieu, que malgré les morts, les prisonniers, les séquestrés et les exilés et malgré la répression inqualifiable que nous devons affronter, nous, révolutionnaires d'Argentine, nous n'avons pas à travailler dans une terre vierge ni à prêcher dans le désert, mais tout au contraire, nous avons à semer en terre fertile, à nous immerger dans un courant qui va dans notre direction et non en sens contraire, à récolter une moisson qui n'a pas été coupée par la main assassine de la bourgeoisie, à dire notre mot devant des oreilles avides qui ont appris à se méfier de la voix fausse des ennemis de la révolution ! Est-ce là ce que mettent en relief ceux qui rabâchent sur la défaite profonde, la défaite terrible ou la défaite historique ? Il est bien clair que non. En deuxième lieu, ce « *on n'a pas encore réussi* » signifie que le secteur économiquement le plus puissant de l'ennemi de classe considère qu'il y a une tâche à accomplir et... appelle à l'accomplir !

Au moment où l'héroïque résistance de la classe ouvrière, le désastre économique, l'éclatement du front bourgeois et la division des forces armées aboutissent à une crise, le grand capital écrit dans un document : « *Il faut exiger des citoyens la réflexion et la prudence et du gouvernement l'énergie pour éviter que viennent à nouveau être essayées des solutions périmées* ».

Au-delà de toute divergence les révolutionnaires doivent répondre d'une seule voix à cette déclaration de l'ennemi de classe : « *le gouvernement doit être énergique parce que le mouvement ouvrier n'a pas encore été écrasé !* ».

QU'EST-CE QUE LA « DEUXIEME PERIODE » ?

Les contradictions de la désignation d'un président pour la « deuxième période » de la dictature ne sont pas autre chose que le reflet institutionnel de cette question décisive : deux ans après son instauration et malgré sa figure sanguinaire, la dictature qui se présente comme une réponse stratégique au mouvement ouvrier n'a pas encore franchi entièrement le pas tactique pour que cette riposte de grande envergure puisse commencer à prendre forme. Au contraire, elle a perdu sa base d'appui, les divisions de la bourgeoisie se reproduisent dans les rangs de l'armée et le cadre général de passivité et de confusion qui a permis ses succès des premiers mois disparaît peu à peu. Ainsi la première période est terminée, c'est clair, mais la situation ne permet pas d'entamer une deuxième étape. La crise s'ouvre car il n'y a ni accord ni position hégémonique au sein des forces armées, que ce soit pour « *agir avec énergie* » ou « *essayer des solutions périmées* ».

Pour trouver une issue, justement au moment où la junte annonce la nomination de Videla comme président pour la prochaine étape, un « *plan politique* » est proposé. Ce plan est révélateur des marges de manœuvre que la bourgeoisie a aujourd'hui, et qu'il ait été présenté par... l'Association des banques argentines (ADEBA) est encore plus éloquent. C'est un constat de 359 pages dans lesquelles est analysé

le développement politique et économique depuis 1930; une projection jusqu'en l'an 2000 y est étudiée.

Le projet des banquiers propose une réforme de la Constitution pour que les partis politiques qui sont « *l'axe de l'Etat et du gouvernement dans les sociétés démocratiques* » soient régis par de nouveaux principes. Ces principes seraient :

- a. l'affirmation que les partis politiques sont au service des valeurs fondamentales de la Constitution et non pas au-dessus d'elles;
- b. l'obligation constitutionnelle de refuser la possibilité d'agir en tant que partis politiques à ceux dont la plate-forme de référence n'accepte pas expressément les valeurs de base de la société argentine.
- c. la sanction constitutionnelle d'illégitimité de plein droit pour les partis politiques qui violent dans l'exercice gouvernemental les libertés et les droits fondamentaux de la société et des citoyens aussi bien que pour ceux qui ne remplissent pas de façon ouverte, réitérée et manifeste leurs obligations envers la société et les individus;
- d. la disposition inscrite dans la Constitution du non-monopole de représentation pour les partis politiques, réservant la sphère municipale pour des candidatures exclusivement personnelles.

En plus de ces principes, ADEBA, qui n'a rien voulu laisser à l'improvisation, propose d'autres conditions :

1. fin de l'obligation de voter;
2. les analphabètes n'auront plus le droit de vote; seront considérés comme tels tous ceux qui n'ont pas terminé les études du cycle primaire (dans la dernière décennie la désertion de l'école primaire a atteint 50%);
3. L'âge minimum pour voter sera élevé de 18 à 21 ans. ADEBA souligne également que le pouvoir exécutif aura la prééminence sur le Parlement, mais le Président verrait ses pouvoirs rognés d'un autre côté : il ne serait plus commandant en chef des forces armées, il ne pourrait plus désigner les commandants militaires,

Depuis le début de l'année 1978, « *Inprecor* » a publié sur l'Argentine :

* L'article de Nahuel Moreno, « *Le spectre du Cordobazo* », no 20, 20 janvier 1978.

* L'article de Antonio Heredia, « *Deux ans après le coup d'Etat* », no 28, 12 mai 1978.

ni les titulaires de la Banque centrale et des entreprises d'Etat, ni les juges de la Cour suprême de justice. Il aurait cependant un rôle à remplir, évidemment, puisque le projet lui accorde :

- a. le monopole des initiatives en matière législative;
- b. le droit de veto sur tout ce qu'approuve le Congrès, même si celui-ci persiste. Mais d'autres garanties sont nécessaires et les maîtres de l'argent proposent que la nouvelle constitution laisse entendre que « les forces ar-

gligerait de façon grave ses responsabilités en matière de sécurité ». Par ailleurs, toutes les provinces auraient un nombre égal de représentants au Congrès, indépendamment du nombre de leurs habitants, ce qui serait une autre nouveauté.

Il est clair que pour mettre en pratique ce plan ambitieux qui initierait une « étape historique d'institutions renouvées », quelques conditions sont requises : ADEBA en signale trois :

- b. développement des étapes au cours desquelles devraient se concrétiser institutionnellement les dites idées-force et
- c. la conquête de modalités contrôlées de succession du pouvoir dont la donnée de base est « la continuité du programme et de l'ordre politique établis ».

Cela n'est qu'un des multiples projets qui se discutent aujourd'hui. Sur la base de la formulation de Pinochet de « *démocratie autoritaire* », les uns mettent l'accent sur la



Les mères des disparus en Argentine manifestent chaque semaine pour obtenir des informations.

mées seront les responsables constitutionnels de la préservation des libertés et des droits fondamentaux des individus et de la société contre les attaques venant de l'Etat ou de groupes sociaux ».

On propose, de plus, « une clause constitutionnelle de sécurité qui à la manière d'un feu rouge entrera en application quand le gouvernement violerait de manière ouverte et systématique les droits et libertés fondamentaux, fomenterait le chaos social ou né-

1. obtenir une paix et une sécurité publiques effectives, c'est-à-dire le monopole total de la force pour l'Etat;
2. la réussite d'un progrès économique dont l'importance et la continuité permettent à la société d'en apprécier les bénéfices de manière tangibles;
3. que les forces armées articulent un programme d'action politique avec trois objectifs essentiels :
 - a. acceptation par la population d'idées-force formant ciment des institutions renouvées,

« démocratie » et les autres sur « l'autorité »; mais tous cependant, s'accordent pour considérer que pour commencer cette « nouvelle étape historique », il faudra d'abord réunir ces conditions.

La « deuxième période » est donc destinée à conquérir la « paix sociale » et un « développement économique important et continu » et à mettre en pratique « un programme d'action politique ». Bien que le point de départ, comme on l'a vu, ne soit pas des meilleurs, on trouve

là une tentative de répondre à la question décisive des prochaines années : « l'acceptation de la part des citoyens des idées-force qui agissent comme le ciment des institutions ». Il s'agit, pour être clair, de remplacer le péronisme par un ou plusieurs des organismes politiques capables de lier et de baillonner le prolétariat. En laissant de côté, pour le moment, que cette troisième condition est étroitement dépendante des deux précédentes, voyons quels ont été les pas faits dans cette direction.

FRONT UNIQUE POUR CONTENIR LE MOUVEMENT OUVRIER

En premier lieu, il faut signaler que pour accomplir cette tâche, des forces de divers signes ont convergé y compris au niveau international.

L'impérialisme est vivement intéressé à ce processus et a avancé ses pions - la social-démocratie internationale, l'Eglise, les centrales syndicales bureaucratiques - menant ouvertement une offensive contre l'indépendance du mouvement ouvrier argentin. Le plus remarquable, en 1977, a été le virage du gros de la Commission des 25 (4) vers des positions de la social-démocratie, se liant étroitement à la CISL (Confédération internationale des syndicats libres, social-démocrate) et abandonnant toute référence à la « troisième position » et autres folklorismes du péronisme. Voyages répétés de bureaucrates de la CISL, de l'AFL-CIO, entrevues de Cyrus Vance, Terence Todman, Franz Joseph Strauss avec les bureaucrates dirigeants de tous les courants, furent le prologue d'une impressionnante campagne politique qui vit naître, entre autres, un hebdomadaire destiné au « peuple des travailleurs » (*Tribuna de la Republica*), un autre hebdomadaire destiné à la bourgeoisie petite et moyenne (*Tribuna Economica*) et un mensuel exclusivement pour les retraités (*Tribuna del Jubilado*). L'AFL-CIO a organisé à Washington une école de cadres pour les apprentis bureaucrates et une autre

de plus d'un mois s'est tenue à Bariloche. Les jésuites organisèrent pour leur part plusieurs petits cours avec les mêmes objectifs, faits par Monseigneur Quarraccino, évêque de Avellaneda, Miguel Gazzera, bureaucrate syndical et Jorge Gualco, dirigeant du Parti populaire chrétien. La Confédération latino-américaine des Travailleurs (CLAT), organisme régional des chrétiens, subventionné par la Fondation Ade-

CISL discréditée a entrepris de changer de nom et de fonder une nouvelle centrale continentale dont le siège est à Buenos-Aires.

POUR L'UNITE SANS CONDITIONS DU MOUVEMENT OUVRIER

Mais l'offensive n'est pas seulement syndicale, mais aussi et principalement, politique. Comme on se

LES COMMUNISTES A LA RESCOUSSE DE VIDELA !

déclaration des communistes d'Argentine

Le message du Président Videla du 29 mars de cette année représente un pas en avant par rapport à son intervention dans la Chambre des « Anunciantes ». Nous avons déjà donné une appréciation positive de ce discours qui a confirmé la volonté de dialogue en vue d'une démocratisation du pays. (...)

Il ouvre la voie à une nouvelle étape du processus politique déjà entamé, étape d'un échange de vues fructueux entre les militaires et les civils sur le proche avenir du pays et ses perspectives. (...)

L'idée majeure de ce message est la conclusion d'un accord entre les civils et les militaires. Une fois de plus, nous réaffirmons notre soutien à cet accord. Nous le considérons comme un impératif historique. Les faits montrent que pour l'Argentine, qui a des problèmes irrésolus depuis quelques décennies, il n'y a pas d'autre voie que la conclusion d'un tel accord (...)

A notre avis, le fait que les Forces armées ont déclaré leur volonté de contribuer à l'établissement de la démocratie pluraliste et à l'application d'une politique extérieure indépendante, revêt une grande signification. Elles ont renoncé, et c'est là un fait important, aux méthodes corporatives (...)

Dans une de ses interventions le Président Videla a parlé « du droit aux opinions différentes » et déclaré que

« le temps du silence est révolu ». C'est ce qu'il faut pour construire une démocratie nouvelle. (...)

On ne peut pas fermer les yeux sur le fait qu'il y a des forces qui menacent la tranquillité du pays et l'établissement d'une démocratie rénovée. En rejetant le terrorisme de l'extrême-gauche, nous indiquons en même temps que l'existence de bandes fascistes et des milieux réactionnaires constitue un danger. Ils tramont des complots en vue d'instaurer ouvertement une dictature.

Nous partageons le point de vue du général Videla selon lequel l'Argentine n'a pas de penchant pour le nazisme, et qu'il faut faire la distinction entre ce qui est subversion et ce qui est du domaine de la pensée politique dans ses différentes manifestations scientifiques et idéologiques. Voilà pourquoi un fait attire notre attention. Le message du Président publié dans la revue « Vision » le 28 mars 1977, ne fait aucune allusion à une question extrêmement importante, à savoir, la situation des détenus et des disparus. Si ce problème n'est pas résolu, la normalisation constitutionnelle du pays s'en ressentira.

Rodolfo Ghioldi, Rubens Iscaro,
Pedro Tadioli, Jorje Pereyra,
Irène Rodriguez, Fernando Nadra,
Oscar Arevalo

nauer a démis de ses fonctions dirigeantes Raimundo Ongaro (5) en novembre dernier et l'a remplacé par Miguel Gazzera qui, dans ce cadre, ouvrit un « bureau de relation de la CLAT » à Buenos-Aires. La section latino-américaine de la

le rappelle, le Parti communiste n'a pas été déclaré illégal par la dictature - nombreuses sont ses publications qui appuient invariablement le « processus de réorganisation nationale » et qui circulent librement dans le pays - et le Parti socialiste

4.) Voir dans le texte.

5) Ongaro : péroniste de la gauche chrétienne, il prit la tête en 1968 d'une scission de la CGT qui donna naissance à la « CGT des Argentins ».

démocratique (6), non seulement représentée, par l'intermédiaire de son président Americo Ghioldi, la junte militaire comme ambassadeur au Portugal, mais il a été visiblement appuyé au plan syndical. L'union civique radicale, unique parti de la bourgeoisie organisé nationalement, prépare son entrée à la IIe Internationale. Le secteur du parti péroniste connu sous le nom d'«antiverticalisme», dirigé par Luder et Robledo est également partie prenante de ce plan général. Le Parti intransigeant, dont la figure centrale, Oscar Alende, était à la tête de la formule présidentielle appuyée par le PC en 1973, contribue, à l'égal de diverses fractions de la Démocratie chrétienne à cette tâche. Tous cherchent à se tailler leur part.

telle doit donner une réponse aux revendications pressantes des masses exploitées. Le cadre économique n'offre aucune perspective d'améliorations réelles pour appuyer une politique de captation de la classe ouvrière et la résistance permanente de celle-ci pénétre comme un coin impossible à réduire dans les plans de la dictature et des partis bourgeois.

Nous sommes déjà en pleine bataille : deux forces se disputent la direction politique du mouvement ouvrier, le réformisme et le marxisme-révolutionnaire. La première s'appuie sur le front unique anti-ouvrier que nous avons décrit succinctement. La seconde manque d'un plan clairement défini et d'une soli-

nellement entraînés à se faire des alliés d'une politique de classe indépendante.

Le rapport des forces apparaît comme négatif, mais il change de signe si on y ajoute un fait décisif : le mouvement ouvrier réel. Sa résistance ininterrompue, sa présence vivante, ont engendré une sérieuse crise de la dictature à tous les niveaux. Celle-ci se manifeste par les luttes internes du commandement militaire, la paralysie politique de la dictature, l'impossibilité de concrétiser un accord entre les partis bourgeois, la perte de contrôle sur la situation économique et quelque chose qui sera appelé à avoir de grosses répercussions à l'avenir, la division de la bureaucratie.

Dans les premiers jours d'avril, le secteur de la bureaucratie péroniste appelé «verticaliste» forma une dénommée Commission de gestion et de travail (dont le sigle, comme par hasard, est CGT) qui s'est affrontée publiquement et violemment à la Commission des 25, pour obtenir la reconnaissance de la dictature. L'aile «verticaliste» est essentiellement constituée - mais pas uniquement - de dirigeants de fédérations sous tutelle militaire. (Il est de notoriété cependant, que José Rodriguez, secrétaire général du Syndicat des mécaniciens, sous tutelle militaire, est dans l'autre camp, comme agent solide de la CISL).

Cette division de la bureaucratie, bien que n'étant pas très clairement définie, et qui ne partage que momentanément la couche bureaucratique dirigeante, si elle reflète bien la pression objective des travailleurs contre les plans de la dictature et des partis bourgeois et réformistes, crée un sérieux danger qui doit être abordé immédiatement : la division du mouvement ouvrier. La lutte pour la défense de l'unité syndicale ne pourra être réellement menée à bien que s'il est correctement riposté à la manœuvre politique tentée par l'ennemi.



Les indésirables de Buenos-Aires ont été refoulés vers des bidonvilles autour de la capitale pendant la coupe du monde de foot-ball.

Il est clair, cependant, qu'il se révèle beaucoup plus facile de dire «il faut construire un grand parti réformiste pour le substituer au péronisme» que de se mettre d'accord sur la façon de le construire concrètement. Et cela est d'autant plus difficile qu'il n'existe pas de partis ouvriers possédant un tant soit peu la confiance des travailleurs et c'est pourquoi l'axe de ce plan est forcément la bureaucratie syndicale qui, à son tour, pour exister comme

de organisation révolutionnaire capable d'unir les forces dispersées. La première peut compter sur tous les moyens économiques et sur l'appui de la dictature. La seconde, sans moyens économiques et avec des moyens organisationnels très limités, doit agir dans la plus stricte clandestinité. Entre les deux, on trouve le populisme et le centrisme, ils sont nettement disposés à jouer le jeu des réformistes, bien qu'ils soient susceptibles d'être occasion-

6) Parti socialiste démocratique, nom pris en 1940 par la direction de l'ancien Parti socialiste, après les divisions qui l'ont détruit comme parti ayant une base dans le mouvement ouvrier. En 1946 il appuya, avec le PC, le «Front démocratique» qui s'est opposé à Peron. En 1955 il appuya la «Révolution libératrice» qui déposa Peron et réprima sévèrement le mouvement ouvrier. Il est actuellement réduit à un appareil sans appui de masse, et il recherche constamment l'unité avec les forces bourgeoises conservatrices.

Grosso modo, trois projets destinés à construire une force politique capable « d'agir comme ciment des institutions renouvelées » sont en présence aujourd'hui : d'un côté le secteur hégémonique de la Commission des 25, appuyé par la CISL, son but est de construire un parti social-démocrate selon le modèle allemand; en face, la Commission de la gestion et du travail dont l'intention est de rééditer le « mouvement national » se réclamant de la continuité du péronisme. Au milieu, l'Union civique radicale (UCR) et d'autres partis bourgeois moins importants, essayant de faire confluer ces forces autour de leur propre appareil. Le cadre général reste encore très confus et mal défini. Cependant, il est clair que le ministère du Travail, le MID (Mouvement d'intégration et de développement, dirigé par l'ex-président Frondizi) et le secteur « nationaliste » de l'armée, sont du côté de la Commission de la gestion et du travail, tandis que les secteurs « libéraux » des forces armées se répartissent entre les deux autres variantes. Une récente réunion, sous la présidence de Ricardo Balbin (dirigeant de l'UCR) a rassemblé les anciens participants de *La Hora del Pueblo* (7) plus le PC et quelques fractions du vieux Parti socialiste. Elle s'est notamment tenue sous le mot d'ordre lancé par Balbin : « Videla est un général pour la démocratie ». Cela montre clairement qui soutient ce projet.

Le programme des marxistes-révolutionnaires admet expressément que dans des circonstances déterminées, un parti de la classe peut être un moyen positif de la lutte pour l'indépendance politique du mouvement ouvrier et de la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire. Cependant, pour appuyer une telle perspective, ils émettent des conditions précises; la première est que le parti en question se construise réellement sur la base d'organismes authentiquement prolétariens. L'opération tentée par l'UCR et qui a des partisans, tant à la Commission des 25 qu'à la Commission de la gestion et du travail, est tout le contraire, c'est pourquoi il faut la dénoncer comme un projet

allant à l'encontre des intérêts immédiats et historiques du mouvement ouvrier. Les deux autres variantes, pour leur part, celle qui s'appuie sur la social-démocratie ou celle qui suit le ministère du Travail dont le premier but est de diviser le mouvement ouvrier, constitue un danger qui doit être immédiatement conjuré par les marxistes-révolutionnaires. Dans les conditions actuelles, cette tâche ne peut être remplie que grâce à une perspective qui englobe la défense de l'unité du mouvement ouvrier et la lutte pour son indépendance politique face aux partis de la bourgeoisie. Cette perspective se concrétise dans la bataille pour le parti ouvrier indépendant.

UN OBJECTIF-CLE : LES LIBERTES DEMOCRATIQUES

Si la lutte pour les salaires est en ce moment la principale préoccupation des travailleurs, elle se combine immédiatement avec le problème des libertés démocratiques. Le mot d'ordre de « libres négociations » condense ces axes revendicatifs, car discuter librement des salaires suppose que les militaires se retirent des syndicats, que soit pleinement rétabli le fonctionnement de la vie syndicale, que soit abolie la législation qui interdit les grèves, le droit de réunion, d'organisation et d'expression, etc. Mais de plus, des milliers de prisonniers et de disparus et le manque total de sécurité personnelle face à la répression ont créé de fait un front antidictatorial objectif qui comprend l'immense majorité de la population et auquel doivent répondre, contre leur gré, les partis bourgeois eux-mêmes. En même temps qu'il doit défendre sans concessions son indépendance, le mouvement ouvrier doit gagner des alliés dans la lutte pour les libertés démocratiques, dénoncer le caractère réactionnaire des partis qui prétendent se présenter comme démocratiques et prendre la tête d'une lutte ouvrière et populaire contre la dictature pour exiger le retour des disparus, la libération des prisonniers, le démantèlement des bandes parami-

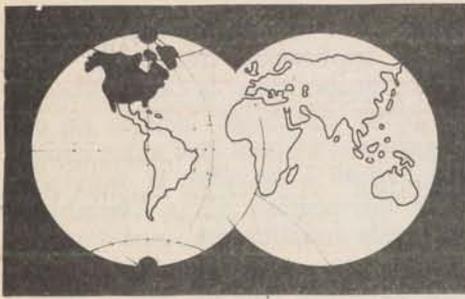
litaires auteurs des enlèvements, la pleine application des droits humains reconnus par la Constitution. Le point culminant logique de ce programme ne peut être autre chose que l'appel à renverser la dictature et la convocation d'une Assemblée nationale constituante, mot d'ordre qui au plan programmatique doit être expliqué comme convocation par un gouvernement provisoire de la CGT et des partis et organisations ouvrières et populaires mais qui devra être ajusté selon le développement des événements de façon à ce que les marxistes-révolutionnaires ne se voient pas empêchés de lutter sur le terrain concret pour leur programme.

L'UNITE DES MARXISTES- REVOLUTIONNAIRES : UN PAS INDISPENSABLE

Mais en même temps que nous nous affrontons à la dictature, nous devons mener une grande bataille contre les ennemis de la révolution sociale au sein même du mouvement ouvrier. Cette bataille commence avec l'organisation usine par usine d'une résistance clandestine et culmine dans la lutte politique contre la dictature; elle exige que les marxistes-révolutionnaires unifient leurs forces, jetant les bases d'un grand parti, section argentine de la IVe Internationale, qui soit capable de répondre au défi historique que nous affrontons.

La dictature est en crise. Elle doit entrer dans sa deuxième étape sans avoir pu réussir à obtenir les objectifs de la première. Le cadre économique mondial ne peut rien lui offrir d'autre que de nouvelles difficultés encore plus grandes. Cela peut se transformer en une offensive redoublée qui essaie de briser pour de bon la colonne vertébrale du prolétariat, ou dans l'effondrement total de la dictature, la faillite de tous les plans de la bourgeoisie et le commencement d'une nouvelle étape de l'histoire du prolétariat en Argentine. Sur ce point, l'action des trotskystes et de la IVe Internationale est décisive.

7) « La Hora del Pueblo » : front des partis bourgeois dirigé par le Parti péroniste et le Parti radical.



Québec

La question nationale

*Une lutte de libération nationale véritable
ne peut être qu'une lutte pour le socialisme*

«LUTTE OUVRIERE»

Trois numéros consécutifs (en avril et mai 1978) de *Lutte ouvrière*, le bi-mensuel de la LOR (Ligue ouvrière révolutionnaire) traitent sous forme de dossier le problème de l'articulation entre lutte pour l'indépendance et lutte pour le socialisme au Québec. C'est que, pour la première fois, ce débat qui était resté celui des seuls révolutionnaires des années durant, a pénétré en profondeur le mouvement ouvrier. Pas un congrès syndical de quelque importance qui ait lieu ou qui soit annoncé pour la période à venir qui ne

prenne position sur le problème ou qui ne prévoit de lancer le débat de fond dans ses rangs. Le fait est d'autant plus important qu'il survient 18 mois après la victoire électorale du PQ (Parti québécois) - voir *Inprecor*, no 64, ancienne série, 9 décembre 1976 et no 13, nouvelle série, 29 septembre 1977 -, lequel, après avoir profité des espérances nationalistes des masses québécoises, trahit cet espoir en reléguant les échéances indépendantistes dans un avenir de plus en plus flou.

Le mouvement ouvrier québécois a pris un retard dangereux dans la clarification de ses positions sur la question nationale. Ce n'est que maintenant, après un an et demi de gouvernement du Parti québécois et en pleine offensive de l'Etat fédéral contre les droits nationaux des Québécois, que certaines composantes du mouvement syndical ont compris que la politique de l'autruche des directions - en réalité une politique officieuse d'appui au PQ - peut coûter extrêmement cher aux travailleurs et aux travailleuses.

Le Bureau national de la CEQ vient de produire un document qui conclut que «l'indépendance est indissociable de la lutte pour une société que les travailleurs ont à définir et à articuler aux plans économique, social, culturel et politique en fonction de leurs intérêts».

Au sein du Conseil central des syndicats nationaux de Montréal, le débat sur la question nationale doit également commencer lors du XXe

congrès qui commence à Montréal le 19 avril. Ce dossier constitue une contribution de l'équipe de rédaction de *Lutte ouvrière* au débat qui s'amorce, et qui doit aboutir vite si la classe ouvrière veut être autre chose qu'un otage et une victime des gouvernements et des partis bourgeois lors du référendum.

L'OFFENSIVE IMPERIALISTE

La bourgeoisie impérialiste et l'Etat fédéral mènent depuis le 15 novembre 1976 une offensive économique, politique et judiciaire contre la nation québécoise et ses droits nationaux. De la grande campagne sur «l'unité nationale» menée avec beaucoup de battage publicitaire style Pépin-Robarts jusqu'au chantage économique, style Sun Life, en passant par les menaces de Trudeau et le sabotage des travaux de la commission Keable, c'est une politique d'intimidation qui se mène.

Mais la riposte du Québec crie par son absence. Le gouvernement du PQ, face à ces attaques, n'a fait

que reculer sur tous les fronts. La Sun Life n'a pas été nationalisée. Les sièges sociaux sont libres de fonctionner en anglais. La RCMP opère toujours en toute liberté sur le territoire québécois (comme tout le monde, elle se prépare pour le référendum...). Le gouvernement Lévesque accepte sans fléchir l'arrêt des travaux de la commission Keable, attendant patiemment une décision finale de la Cour suprême impérialiste.

LES RECULS DU PQ

Non seulement le PQ recule sur les questions de l'heure; ainsi, le parti qui parlait il y a quelques années de la «déclaration unilatérale de l'indépendance» après la victoire électorale, dilue de plus en plus son objectif initial. Lévesque déclare à Toronto que le PQ n'a aucunement l'intention de briser le Canada. Claude Morin affirme que la «souveraineté-association» du PQ appartient à la même «famille de solutions» que la «troisième voie» proposée par Claude Ryan. La question

qui sera posée au référendum est toujours inconnue; aurons-nous à choisir entre deux «troisièmes voies» ?

Ces reculs du PQ ne sont pas le fruit du hasard. Ils sont l'expression pratique de la nature nationaliste-bourgeoise de ce parti.

Acceptant les règles du jeu du capitalisme, le PQ aimerait aménager une meilleure place pour la petite-bourgeoisie québécoise face à l'impérialisme en se servant du «*seul capitaliste québécois, l'Etat*», comme dit Camille Laurin. La création par le PQ d'un «*capitalisme national québécois*» s'appuyant sur un Etat formellement indépendant ne remettrait pas en question la domination impérialiste. En ce sens, le 7 mars dernier, Claude Morin, ministre des Affaires inter-gouvernementales a déclaré qu'un Québec «souverain» participerait aux alliances militaires impérialistes de l'OTAN et de NORAD.

Même dans sa phase la plus «radicale», le PQ n'a jamais remis en cause la présence des multinationales étrangères, tout au plus s'agissait-il de les «civiliser». Dans ces conditions, l'indépendance péquiste n'aurait été qu'une caricature de libération nationale dont les travailleurs et les travailleuses n'auraient aucunement profité.

L'ENJEU DE LA LUTTE NATIONALE

Il est impossible de mettre fin à l'oppression nationale sans la rupture complète avec l'impérialisme, sans l'expropriation sans indemnité de tous les intérêts impérialistes et l'instauration d'une planification de l'économie sous le contrôle des travailleurs. Pour le PQ bien sûr, il n'en est pas question.

Ce parti veut perpétuer l'exploitation dans un futur Québec «souverain». De ce côté-là, le bilan du PQ est déjà lourd : deux budgets d'austérité pour les travailleurs, rentabilisation Lazure parfaitement dans la lignée de la rentabilisation libérale de Forget dans les hôpitaux, la contre-réforme et les mises à pied dans l'enseignement, un «nouveau régime» anti-syndical dans le secteur public, et comme cerise sur la sundae une «loi anti-

scab» qui, justement, permet aux employeurs d'utiliser des scabs (jaunes) pour «protéger» leur propriété.

Bref, le gouvernement péquiste participe avec un zèle intempestif à l'offensive anti-ouvrière menée par la bourgeoisie canadienne depuis 1975.

Mais si le PQ accepte sans hésiter les règles du jeu du capitalisme, en revanche la bourgeoisie canadienne s'oppose farouchement à ses projets. L'Etat fédéral constitue la pièce maîtresse de son pouvoir politique, économique et militaire. La bourgeoisie impérialiste canadienne ne va jamais renoncer à son autorité directe sur le Québec, quelle que soit la «modération» ou la «bonne volonté» du PQ. Car le Québec est beaucoup plus important pour elle que ne l'étaient les anciennes colonies pour les puissances européennes. Il représente un quart de son marché national et un réservoir d'épargne et de main-d'œuvre à bon marché.

Au niveau politique, même la souveraineté-association remettrait en cause l'emprise de la bourgeoisie canadienne sur le Québec. De plus, elle aurait des effets désastreux sur le fragile équilibre régional du Canada. Les provinces développeraient davantage leurs tendances centrifuges propres, à l'encontre de la volonté centralisatrice de la grande bourgeoisie canadienne. Cette dernière serait affaiblie non seulement face à ses concurrents, mais aussi face à sa propre classe ouvrière. Mais ce qui effraie le plus l'impérialisme, c'est la possibilité d'une nouvelle explosion des luttes ouvrières et nationales au Québec advenant d'une victoire lors du référendum, luttes qui risquent de rapidement déborder le cadre établi par le PQ. Dans le contexte de la crise du capitalisme, n'importe quelle victoire partielle sur la question nationale, une quelconque «souveraineté» du Québec serait une catastrophe historique pour la bourgeoisie canadienne.

D'où les menaces à peine voilées d'intervention militaire multipliées par les politiciens fédéraux. La bourgeoisie ne reculera devant aucun moyen pour empêcher même un semblant «d'indépendance» du

Québec. Elle ne sacrifiera pas ses intérêts sur l'autel d'un référendum éventuel, quand elle dispose de bien des atouts économiques, politiques et militaires pour les défendre. Les quelque vingt interventions militaires fédérales au Québec depuis la Confédération devraient nous faire réfléchir.

Comment le PQ répond-il à l'intransigeance fédérale ? La réponse est simple : le recul sur toute la ligne. Le PQ pense peut-être désamorcer l'opposition fédérale en rendant son projet plus acceptable pour la bourgeoisie canadienne, en diluant de plus en plus sa «souveraineté» pour souligner toujours davantage l'association. En mettant de l'eau dans son vin, il espère sans doute augmenter son appui populaire lors du référendum. Mais c'est un faux calcul. Les reculs du PQ désorientent ses propres partisans sans aucunement diminuer l'opposition de la bourgeoisie canadienne, qui y voit au contraire une manifestation de faiblesse.

L'INDEPENDANCE EXIGE LA MOBILISATION DES MASSES OUVRIERES

Le gouvernement du PQ est incapable de résister à l'offensive fédérale parce que le seul moyen de construire un rapport de force avec l'appareil politique et militaire centralisé de la bourgeoisie canadienne, c'est la mobilisation des masses laborieuses. Parti bourgeois, parti voué au maintien du système capitaliste, le PQ ne peut agir ainsi. S'il se mettait à mobiliser la population dans une véritable lutte contre l'oppression nationale, il perdrait tout. Non seulement les impérialistes réagiraient-ils brutalement en retirant des capitaux, mais le PQ lui-même serait menacé par la mobilisation des masses populaires qui ne se contenteraient pas d'un simple «préjugé favorable», mais lutteraient pour la réalisation entière de leurs aspirations sociales et nationales, ce qui les mettrait en contradiction avec le gouvernement péquiste lui-même.

Ce parti qui refuse de mettre en branle le potentiel de lutte des masses laborieuses, mais qui fait tout pour entraver la mobilisation des travailleurs et des travailleuses ne

pourra jamais mener la lutte de libération nationale à la victoire contre l'impérialisme canadien.

Comme le disait le Bureau national de la CEQ, il est impossible de séparer la lutte pour l'émancipation des travailleurs et des travailleuses. L'oppression nationale et l'exploitation capitaliste sont deux aspects d'une même réalité, la domination du Capital impérialiste canadien et américain sur le Québec. Le seul moyen de réaliser une véritable libération nationale consiste à chasser ces intérêts impérialistes et seule la classe ouvrière est assez forte pour en venir à bout.

Au contraire, les compromis péquistes ne font qu'encourager la bourgeoisie canadienne à poursuivre son offensive anti-québécoise dans le but d'infliger une défaite cuisante au mouvement de libération nationale. Les élections fédérales, le projet de référendum fédéral s'inscrivent dans cette campagne de même que la nomination de Ryan comme chef des libéraux du Québec.

En effet, l'enjeu est de taille. Si la bourgeoisie canadienne réussit à résoudre à son avantage la crise politique actuelle, à remettre le Québec à sa place et à réaffirmer l'autorité suprême de l'Etat fédéral, elle sera dans une position très forte pour continuer l'offensive contre le mouvement ouvrier québécois et aussi contre le mouvement ouvrier canadien-anglais. Au contraire, la défaite de la bourgeoisie canadienne sur une question aussi vitale que la structure même de l'Etat ouvrirait une situation très favorable pour les travailleurs des deux nations. Rappelons-nous les déclarations de l'ex-ministre libéral Guy Saint-Pierre qui disait craindre non pas l'indépendance en tant que telle, mais le danger d'une situation « portugaise » - le danger, de son point de vue, que les masses laborieuses ne tirent profit du grand chambardement des institutions bourgeoises. La bourgeoisie impérialiste canadienne a une conscience de classe très développée, elle sait reconnaître ses intérêts et les défendre.

Devant l'importance de l'enjeu, devant les reculs du PQ, la classe ouvrière organisée ne peut rester passive. La LOR lutte pour que le

Le conseil syndical recommande de réitérer sa position du congrès de 1972 :

* que le CCSNM se prononce catégoriquement en faveur de l'indépendance nationale au Québec, entend agir énergiquement en faveur de cette cause, estimant que cette dernière coïncide avec les intérêts économiques, sociaux et culturels des travailleurs québécois.

* que le CCSNM demande à chacun de ses membres de s'engager dans cette lutte en la reliant toujours et partout, au travail, dans le syndicat, dans le quartier, à toutes les luttes qu'il mène contre l'exploitation et la domination.

* Il faut lutter contre l'oppression nationale du peuple québécois et affirmer le droit du Québec à l'autodétermination.

* Le mouvement ouvrier doit s'engager dans la lutte pour la libération nationale du peuple québécois. Cette lutte ne s'exerce pas contre le peuple canadien mais contre la bourgeoisie canadienne et l'Etat, son principal instrument.

* La lutte pour la libération du Québec doit aussi prendre la forme d'une lutte anti-impérialiste.

* Une lutte de libération nationale véritable ne peut être qu'une lutte pour le socialisme.

* Parce que le PQ ne répond pas aux revendications des travailleurs pour un Québec indépendant et socialiste, jamais le mouvement syndical ne pourra s'appuyer sur le PQ pour atteindre ses objectifs.

* Nous dénonçons la stratégie de consensus national par la collaboration de classe du PQ. C'est par la lutte pour l'autonomie du mouvement ouvrier que nous pourrions prendre en charge la question nationale dans le sens de nos propres intérêts.

* Pour une véritable libération du Québec, faite en fonction de nos intérêts, il est nécessaire et urgent que les travailleurs du Québec se dotent d'une organisation politique autonome.

Recommandations :

* Que le congrès demande à tous les syndicats d'organiser des discussions et des débats dans leur syndicat en assemblée générale sur la question nationale, à la lumière du document du Comité et de la position adoptée par le présent congrès.

* Que le congrès mandate le conseil syndical pour que le conseil syndical convoque un congrès spécial du Conseil central à l'automne pour prendre position sur cette question.

mouvement ouvrier reprenne à son compte une lutte massive pour l'indépendance du Québec en lui donnant un contenu socialiste. Nous voulons qu'elle s'engage directement dans l'action politique pour arracher au PQ la direction du mouvement de libération nationale et pour le mener jusqu'au bout, l'expulsion de l'impérialisme et une indépendance au service des travailleurs et des travailleuses. Cette lutte peut se concrétiser aujourd'hui dans un appui réel à l'opération liberté contre la police fédérale - la GRC; à la campagne pour l'abrogation des lois fédérales niant aux femmes l'avortement libre et gratuit; pour la libération des prisonniers politiques qui pourrissent dans les prisons fédérales au Québec.

LES MAOISTES

Les divers groupes maoïstes et staliniens s'opposent unanimement à l'indépendance, la « séparation »,

disent-ils. Ils ne semblent pas du tout percevoir l'enjeu de la confrontation actuelle entre l'Etat fédéral et le mouvement québécois de libération nationale.

Leur argumentation centrale est assez simple, voire simpliste. La seule façon de mettre fin à l'oppression nationale consiste à renverser le capitalisme et donc l'Etat bourgeois. Les travailleurs des deux nations doivent s'unir dans cette tâche. Par conséquent, disent les maoïstes, la « séparation » du Québec serait une fausse solution qui détournerait les travailleurs de la lutte pour le socialisme. La libération nationale du Québec se trouve ainsi renvoyée après une éventuelle et hypothétique révolution socialiste pancanadienne.

Mais les choses ne se passeront pas ainsi. L'Etat canadien est une prison des peuples. La crise du capitalisme provoque un aiguisement de l'oppression nationale et s'accompagne en retour d'une montée des

mouvements de libération nationale non seulement au Québec, mais aussi en Acadie, parmi les peuples indigènes, etc.

Alors, on ne peut pas tout résoudre en identifiant l'ennemi commun, l'Etat capitaliste fédéral et ses palliers provinciaux. La question est comment mobiliser les masses, y compris des nations opprimées, contre cet Etat. Et comment utiliser cette mobilisation pour ébranler et pour remettre en question l'existence même de l'Etat fédéral. En s'opposant à l'indépendance, les maoïstes proposent en fait de laisser le terrain concret de la question nationale aux nationalistes bourgeois qui pourront continuer à dévier les énergies et la volonté de libération nationale du prolétariat.

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS BASE SUR LES SYNDICATS

La politique du PQ n'est pas seulement anti-ouvrière et anti-populaire sur le plan social et économique : elle mène aussi la lutte nationale à l'impasse si ce n'est à l'abattoir. La classe ouvrière et les masses populaires ne peuvent se fier à ce parti bourgeois pour défendre leurs intérêts.

Ils ont besoin de leur propre parti politique, un parti qui s'appuiera sur des mobilisations de masse pour arracher des victoires réelles et qui visera la rupture complète de la domination impérialiste sur le Québec. Un tel parti doit être un parti ouvrier de masse, indépendant de tout parti bourgeois et muni d'un programme visant la satisfaction totale des revendications de la classe ouvrière et de l'ensemble des secteurs exploités et opprimés de la population : femmes, immigrants, peuples indigènes, gai(e)s, etc.

A l'heure actuelle, il n'y a pas de tel parti au Québec. Les seules organisations de masse sont les syndicats. Les travailleurs et les travailleuses du Québec ont manifesté une grande combativité au cours des dernières années. Mais les directions syndicales ont tout fait pour canaliser ces mobilisations et cette radicalisation vers un appui officieux au PQ et pour bloquer l'action politique autonome des travailleurs.

Maintenant que ce parti est au pouvoir, nous en payons le prix. L'offensive anti-ouvrière du PQ peut se déployer dans toute sa grandeur sans rencontrer de résistance organisée et unitaire du mouvement ouvrier. Au contraire celui-ci offre le triste spectacle de la division syndicale, de la course aux faveurs du PQ, du maraudage et des jambettes aux autres centrales.

La manifestation divisée du 1er mai forme l'exemple le plus frappant de cette politique traître des bureaucraties syndicales.

On ne peut pas séparer les luttes économiques des luttes politiques. On ne peut pas soutenir officiellement le PQ sur le plan politique tout en maintenant sur le plan économique une combativité sans faille contre le même gouvernement. On ne peut organiser une riposte efficace à l'offensive capitaliste contre les salaires réels, contre l'emploi, contre les femmes, les étudiants, les immigrants, etc., sans tirer au grand jour la responsabilité du gouvernement péquiste qui participe activement à l'offensive anti-ouvrière de la bourgeoisie canadienne. La collaboration avec le PQ mène à la paralysie du mouvement ouvrier au moment même où nous devons rassembler toutes nos énergies pour défendre nos acquis.

Alors, la rupture avec le PQ se pose comme une nécessité immédiate. Il faut partir de la réalité concrète pour poser au sein des organisations de masse de la classe ouvrière, les syndicats, la nécessité de construire un parti des travailleurs. Et il faut poser la nécessité pour les syndicats de participer activement à la construction de ce parti, sans quoi il ne sera qu'une chapelle coupée des masses travailleuses.

Ce parti devrait lutter pour l'indépendance, pour la satisfaction de l'ensemble des revendications de la classe ouvrière et des couches opprimées de la population. Un tel parti devrait être construit à partir des luttes de l'heure. Ce ne sera pas une bête bureaucratie et réformiste. La bureaucratie syndicale s'oppose à cette perspective. Ça va prendre une lutte réelle, y compris dans les congrès syndicaux et en opposition à la ligne de collaboration de classe de la bureaucratie.

Il faut mettre en avant cette perspective partout où se mène le débat sur les tâches du mouvement ouvrier, sur la libération nationale, sur l'action politique. Pour les mêmes raisons il faut appuyer la conférence du RMS sur le parti des travailleurs, prévue pour le 13 mai.

POUR LA REPUBLIQUE DES TRAVAILLEURS DU QUEBEC

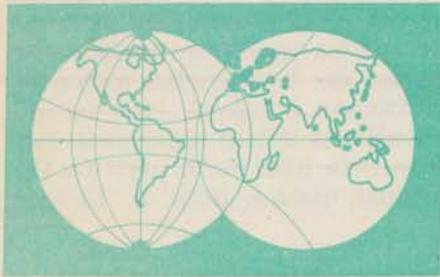
Nous n'avons pas d'illusions à nous faire. La véritable libération nationale au Québec, l'émancipation définitive des travailleurs et des travailleuses passent par une lutte à mort contre l'impérialisme américain et canadien. Mais les exploités ne sont pas invincibles. Le peuple vietnamien a triomphé de la machine de guerre du Pentagone. A 90 milles des côtes américaines, la révolution cubaine a vaincu.

Pourquoi ? Parce que les révolutionnaires de ces pays sont allés jusqu'au bout, jusqu'à la révolution socialiste, et parce qu'ils se sont appuyés sur la mobilisation des masses laborieuses. Aussi parce qu'ils ont compris que leur lutte n'était pas une lutte nationale séparée du reste du monde, mais qu'il fallait la mener dans une perspective internationaliste, construisant activement les liens avec les luttes révolutionnaires ailleurs dans le monde.

Ce sont là des leçons précieuses pour nous dans notre lutte pour l'émancipation sociale et la libération nationale. C'est pourquoi la Ligue ouvrière révolutionnaire adhère à la Quatrième Internationale, parti mondial de la révolution socialiste, qui centralise des forces militantes dans plus de 50 pays sur les cinq continents. Et pour la LOR, la lutte pour le parti des travailleurs fondé sur le mouvement syndical s'inscrit dans la lutte pour construire le parti révolutionnaire de masse, seul instrument de notre victoire définitive sur l'impérialisme mondial.

Pour l'indépendance
et le socialisme

Pour la République des travailleurs
du Québec



Espagne

Montée et différenciation du syndicalisme en Espagne

Un taux de syndicalisation de 50%, déjà égal aux plus forts taux des pays capitalistes avancés, alors que l'appareil bureaucratique grandit plus lentement que le nombre des adhérents

José MONTERO

● Au cours des mois de mai et de juin se sont tenus de nombreux congrès syndicaux dans l'Etat espagnol, notamment ceux des deux principales confédérations syndicales, les Commissions ouvrières (CCOO) et l'Union générale du Travail (UGT). Ces congrès permettent de compléter le bilan provisoire du mouvement syndical espagnol, tel qu'il s'était dégagé du résultat des élections syndicales (1).

Le fait dominant, c'est l'ampleur et la rapidité de la syndicalisation de masse. Un an à peine après leur légalisation, les CCOO déclarent deux millions d'affiliés, l'UGT 1,8 million d'affiliés, les autres confédérations syndicales mineures (USO, CNT, les syndicats régionaux, et les deux petits syndicats scissionnistes créés par les partis centristes Parti du travail et Organisation révolutionnaire des Travailleurs) plus de 500 000 affiliés. Au total, il y a à présent près de 4,5 millions de syndiqués en Espagne, soit plus qu'en France, et plus que ne comptait la confédération syndicale allemande sous la République de Weimar à la fin des années vingt, avant la grande crise économique. Le taux de syndicalisation est déjà de 50%, ce qui est égal à celui de la Grande-Bretagne, le pays à la force et à la tradition syndicale les plus remarquables de tous les pays impérialistes importants. Il est évident que nous ne sommes qu'à la première phase de cette syndicalisation de masse des

salariés dans l'Etat espagnol. Le mouvement va encore s'amplifier dans un avenir proche, indépendamment des vicissitudes conjoncturelles des luttes ouvrières.

La rapidité de cette syndicalisation de masse n'a pas permis de résoudre, ni même de poser sérieusement, la question de l'unité syndicale, qui restera un des problèmes brûlants du mouvement ouvrier espagnol, comme elle le fut déjà sous la IIe République. Mais elle a eu une conséquence évidente : avec un appareil bureaucratique qui n'a pas pu croître au même rythme que le nombre des affiliés, le syndicalisme espagnol se caractérise aujourd'hui par un degré de démocratie et d'autonomie de la part des affiliés, des sections de base, des syndicats locaux, qui dépasse largement ce qui existe dans les autres pays d'Europe.

Certes, il ne faut pas perdre de vue que tant la direction du PCE (qui domine les CCOO) que la direction du PSOE (qui domine l'UGT) vont entreprendre un effort soutenu et énergique pour changer cette situation et pour renforcer considérablement le contrôle de l'appareil bureaucratique sur la base et l'action syndicales. C'est d'ailleurs à cette condition seulement qu'ils pourront appliquer leur politique de collaboration de classe avec un minimum de crédibilité aux yeux de la bourgeoisie.

Mais le fait que le desserrement ou le retard du contrôle bureaucratique coïncide avec l'existence d'un courant critique à l'égard du réformisme au sein de la classe ouvrière beaucoup plus fort que celui en France, Italie, Grande-Bretagne ou Allemagne occidentale lors de la fin de la deuxième Guerre mondiale, crée l'espace pour une large opposition de gauche au sein des syndicats espagnols, telle que le mouvement ouvrier européen n'a plus connu depuis les années vingt. Cela s'est manifesté avec éclat, aussi bien lors du congrès de l'UGT que lors du congrès des CCOO, ainsi que lors de congrès de différents syndicats régionaux et professionnels, affiliés aux deux grandes confédérations.

LE CONGRES DE L'UGT

Le congrès de l'UGT s'est tenu du 25 au 28 mai à Barcelone. Bien que la direction social-démocrate, complètement inféodée au PSOE de Felipe Gonzales, domine le congrès, de nombreuses voix d'opposition s'y firent entendre, surtout à propos des questions statutaires et d'organisation. Il faut noter que les délégués critiques avaient été chauffés par des mesures de dissolution arbitraires de sections syndicales particulières, qui avaient eu lieu dans les mois précédant le congrès, ainsi que par le refus de la direction de l'UGT de reconnaître le droit de tendance et de donner une représentation aux minorités dans les or-

1) Voir l'article de Michel Rovere dans « Inprecor » No 24 du 17 mars 1978.

ganes de direction confédérale, en violation ouverte de l'article II des statuts.

Cette attitude amena d'ailleurs 20% des délégués à s'abstenir lors de l'élection de la direction confédérale. Lors du vote sur le « rapport moral », une majorité de syndicats représentés au congrès réclama la convocation d'un congrès fédéral avant qu'une quelconque section syndicale ne puisse être dissoute. Cette motion de méfiance à l'égard de l'Exécutif ne fut rejetée de justesse que grâce au passage au vote nominal.

L'Exécutif fut d'ailleurs effectivement battu dans deux votes statutaires, l'un cherchant à ne tenir les congrès confédéraux que tous les trois ans, l'autre cherchant à augmenter le poids de la bureaucratie au sein même des congrès, en y renforçant la représentation des directions nationales des syndicats professionnels.

L'inféodation de l'UGT au PSOE a été ouvertement proclamée par le dirigeant socialiste Felipe Gonzales. Celui-ci a affirmé « l'identité entre le PSOE et l'UGT » et n'a pas hésité d'y ajouter : « que ceux auxquels cela ne plaît pas s'en aillent ! ». Cette déclaration profondément anti-unitaire et donc anti-syndicale a heurté bon nombre de délégués au congrès et créé un réel malaise.

LE CONGRES DES CCOO

Contrairement au congrès de l'UGT, le Congrès des CCOO a implicitement reconnu l'existence de tendances minoritaires et élu leurs représentants tant au sein du Comité exécutif de la Confédération qu'au sein de son Conseil confédéral. Ces représentants sont politiquement proches de la LCR et du MCE. C'est certainement un pas en avant, bien que nous soyons encore loin de la reconnaissance d'un véritable droit de tendance et d'un véritable climat de démocratie syndicale.

Mais il est incontestable qu'aussi bien lors de la préparation de ce congrès que lors de sa tenue, l'opposition a pu se manifester avec vigueur, notamment sur des questions-clé de politique syndicale comme le rejet du pacte de la Moncloa d'acceptation de la politique d'austérité.

Les 21, 22, 23, 24 et 25 juin, le premier congrès des Commissions ouvrières s'est tenu à Madrid avec la participation de près de 1400 délégués.

Ce congrès avait été précédé de congrès au niveau des fédérations d'industrie, des nationalités et des régions. Les délégués représentaient pour 50% les branches industrielles et pour 50% les divers découpages territoriaux.

Les débats, aussi bien dans les congrès préparatoires que dans ceux des confédérations ont tourné autour de cinq thèmes-clé : rapport des organes de direction sortants ; programme ; statuts, thèmes de l'action syndicale, organisation et finances.

Sur chacun de ces thèmes se sont affrontés les positions majoritaires, véhiculées par la fraction du PCE et les positions minoritaires impulsées par les partis à sa gauche, principalement le MC et la LCR.

Ainsi dans le rapport général approuvé par 993 votes contre 125 et 40 abstentions, le thème-clé de la polémique a été le bilan du pacte de la Moncloa. Tandis que les positions de la direction du syndicat réaffirmaient la justesse de l'appui donné au pacte, la position minoritaire a souligné ses résultats négatifs pour les intérêts des travailleurs et la nécessité d'en tirer les conclusions pour l'avenir, et pour rejeter de nouveaux pactes qui fassent porter sur les épaules des travailleurs le poids de la crise.

En ce sens, la minorité et diverses positions critiques ont rejeté ou mis en question le dénommé « plan de solidarité national contre le chômage » qui prévoit de la part des travailleurs un apport d'une heure de salaire par semaine comme contribution économique face au chômage. Selon ce plan, les patrons devraient apporter une contribution de deux heures.

Un autre thème de débat soulevé par le rapport général a été le problème de la violence, la position envers le projet de constitution, l'unité syndicale, etc. Le représentant de l'UGT dans son discours devant le congrès a rejeté la proposition formulée par les Commissions ouvrières d'institutionnaliser l'unité d'action entre les deux centrales.

En ce qui concerne le programme, les chapitres les plus débattus furent ceux qui concernaient le problème des libertés (Proposition de référendum sur la forme de l'Etat, démantèlement de l'appareil hérité de la dictature, détermination des nationalités...), le problème du chômage et de la crise (proposition de nationalisation sous contrôle ouvrier), les revendications salariales et sectorielles (santé, transport, énergie nucléaire...).



Les statuts ont été l'occasion d'un affrontement entre trois positions : celle de la minorité, cherchant à élargir et à amplifier les aspects démocratiques du fonctionnement du syndicat, et concrètement les droits des courants minoritaires - objectif non atteint -; les positions de la direction syndicale et les positions minoritaires au sein de la majorité qui cherchaient à durcir les statuts en éliminant les formes d'expression de la minorité et en excluant le critère de représentation proportionnelle dans l'élection aux organes. Cette dernière position n'a pas non plus obtenu la majorité.

La nouvelle Commission exécutive compte 43 membres : 38 PC, 2 MC, 1 LCR et 2 indépendants. La représentation de la minorité (3 membres) reste en dessous de son poids réel dans le congrès (entre 10 et 15%).

LES CONGRES DE BRANCHE

Plus fortement encore que dans les congrès de l'UGT et des CCOO, les tendances oppositionnelles se sont exprimées dans les congrès régionaux et les congrès de secteurs professionnels. Ce fut le cas tant pour les syndicats affiliés à l'UGT que pour ceux affiliés aux CCOO. Nous nous référerons ici avant tout à ces derniers, parce que les tendances d'opposition y furent plus systématiquement et mieux structurées.

Ainsi au congrès du syndicat CCOO de la banque et des caisses d'épargne (24000 affiliés), la minorité obtint de 25% à 30% des voix.

RECTIFICATIF

Dans le no 31 d'« Inprecor » du 22 juin 1978, pour l'article « PCF : que veulent les contestataires ? », page 8, 3e colonne, 14e ligne, il faut lire « à ce propos, il y a lieu de rappeler qu'à un Comité central, en octobre 1947 », au lieu de « en octobre 1974 ». Nos lecteurs auront rectifié d'eux-mêmes.

Ce fut une minorité fort politisée, puisqu'elle avança, outre le rejet du pacte de la Moncloa, la nécessité d'un référendum sur la question « Monarchie ou République », l'extension des libertés démocratiques aux soldats, la reconnaissance du droit d'auto-détermination des nationalités dans la Constitution, etc. Signalons aussi que cette minorité obtint la majorité des voix sur la proposition que les négociations avec le patronat se fassent par des délégations mixtes des centrales syndicales et des comités unitaires d'entreprises (commissions de délégués démocratiquement élus).

Au congrès des travailleurs de la santé CCOO (30000 affiliés), qui s'est tenu les 3-4 juin, le rejet du pacte de la Moncloa obtint 30% des mandats, alors qu'en outre 10% de délégués s'abstinrent. La pression de la base fut si forte que les statuts du syndicat, adoptés au congrès, allèrent bien plus loin que ceux d'autres syndicats CCOO, reconnaissant notamment explicitement le droit des courants, l'élection des directions syndicales proportionnelle à la force des courants, et le droit des minorités qui remportent au moins 10% des voix de voir leurs opinions exprimées y compris dans les organes publics du syndicat.

Le Congrès des Travailleurs du Bois qui s'est réuni à la mi-juin fut marqué par une force encore plus nette du courant minoritaire. Il fluctua autour de 36 à 40% des mandats, tout au long du congrès, notamment lors du vote concernant le pacte de la Moncloa. Un amendement réclamant le rejet de tout accord avec le patronat ou le gouvernement qui impliquerait une réduction du pouvoir d'achat des travailleurs obtint même la majorité des mandats.

Signalons finalement, que lors du congrès provincial de Vizcaya (Bilbao), de l'UGT, qui s'est tenu les 13 et 14 mai, le refus de la direction de permettre un vote sur le pacte de la Moncloa entraîna l'opposition à appeler à l'absentéisme sur le rapport moral, appel qui fut suivi par 30% des délégués. Au congrès provincial de l'UGT du pays de Valence, la majorité des délégués adopta une motion rejetant le pacte de la Mon-

cloa et condamnant l'Exécutif pour la dissolution bureaucratique du comité provincial de Valence des métallurgistes UGT.

L'image d'ensemble qui se dégage de ce panorama est donc bien celle d'une montée de tendances d'opposition de gauche et de lutte de classe au sein des syndicats espagnols. Ces votes n'expriment d'ailleurs pas fidèlement les sentiments de la base, car dans les deux centrales on permet aux membres des directions sortantes de voter aux congrès syndicaux, même s'ils ne sont pas délégués à la base, et ces votes représentent quelquefois jusqu'au tiers des votes du congrès !

VIENT DE PARAITRE

Tome I - Mars 1933 - juillet 1933

Léon Trotsky

oeuvres
MARS 1933 - JUILLET 1933

PUBLICATIONS DE L'INSTITUT
LEON TROTSKY

edi

Publié par l'Institut Léon Trotsky
Etudes et documentation
Internationales

En vente : librairie la Brèche,
10, Impasse Guéméné, Paris 4e

Appel pour la réhabilitation de Boukharine

La Bertrand Russell Peace Foundation a diffusé une pétition pour appuyer l'appel de Yuri Larine-Boukharine, le fils de N. Boukharine, à Berlinguer, Secrétaire général du PC italien, en faveur d'une campagne pour la réhabilitation de son père. Nous publions ci-dessous le texte de cet appel.

L'Unita, le quotidien du PC italien a donné, dans son numéro du 16 juin 1978, un large écho à cet appel. Il a publié la liste des intellectuels italiens qui se sont déjà chargés d'organiser la collecte de signatures en faveur de la pétition dans leur pays, indiquant que «les camarades Spriano, Procacci et Boffa parlent au nom du Parti». Le même journal a publié un important article de l'historien du PC italien, Paolo Spriano, qui affirme notamment que «rendre justice à cette figure éminente (N. Boukharine) comme aux autres victimes des procès des années trente, implique non seulement d'aborder un problème historique mais encore de donner satisfaction à une exigence morale et politique.»

Cet article se prononce d'ailleurs pour la réhabilitation de toutes les victimes des procès de Moscou, désignant nommément Zinoviev, Kamenev, Piatakov, Radek et Rykov. On peut considérer ces prises de position comme un appui officiel du PC italien à l'appel pour la réhabilitation de N. Boukharine.

Dans le quotidien *La Repubblica* du 22 juin 1978, Spriano est allé encore plus loin en demandant la réhabilitation de toutes les victimes de Staline «y compris Trotsky».

Nous publions en outre, le compte-rendu de la conversation téléphonique qui a eu lieu entre Yuri Larine Boukharine et Klimov, représentant du Comité central du PCUS, le 9 juin 1977, à Moscou et dans laquelle Klimov a rejeté la demande de réhabilitation de Boukharine. Cette conversation téléphonique a été reproduite dans le *Samizdat* et publiée aux États-Unis par la revue *In these Times*.

Respecté camarade Berlinguer,

Je vous écris cette lettre à la veille du 40^e anniversaire de la mort tragique de mon père, Nikolai Ivanovich Boukharine.

Je n'avais que deux ans à cette époque et, naturellement, je ne peux avoir aucun souvenir de mon père. Mais ma mère, qui avait passé de nombreuses années dans les prisons et les camps de Staline, a miraculeusement survécu et m'a dit la vérité concernant mon père.

Plus tard, G.M. Krzhizhanovsky, l'un des plus proches amis de Lénine, et l'un des vieux bolcheviks qui avaient vécu à l'époque de la terreur, et qui avait connu Nikolai Ivanovich au cours de diverses circonstances, m'a parlé de lui. En outre, j'ai lu de nombreux livres bolcheviques - qui sont interdits dans notre pays et qui n'ont été préservés que par hasard par certains vieux bolcheviks - y compris les livres de Nikolai Ivanovich lui-même, ainsi que des ouvrages d'auteurs étrangers.

L'information que j'ai ainsi recueillie a contribué à me faire pleinement apprécier le personnage et l'activité politique et sociale de mon père. J'ai compris l'énormité des crimes de Staline, l'étendue de ses falsifications de l'histoire du parti, l'absurdité et la stupidité des accusations portées contre mon père au plénum du comité central de février-mars 1937 et lors

du procès du soi-disant «bloc des trotskystes et des droitiers». Cependant, sur la base de ces accusations absurdes (espionnage, trahison, sabotage et meurtre), mon père fut expulsé du comité central et du parti et condamné à mort.

A partir de 1961, ma mère, A.M. Larina et ensuite moi-même, avons systématiquement posé la question du retrait de ces allégations monstrueuses contre N.I. Boukharine et de sa réhabilitation dans le parti et ce, devant les plus hautes instances du parti et de l'Etat du pays. Le problème a également été posé devant la direction du parti par les plus anciens des vieux bolcheviks, conduits par l'ancien secrétaire du comité central, E.D. Stavesa. Ils sont morts voici quelques temps sans avoir reçu de réponse et ce n'est que l'été dernier (1977) que nous avons enfin reçu une certaine réponse sous forme d'un coup de téléphone. Un responsable de la commission de contrôle du comité central nous a informés par téléphone que les accusations lancées lors du procès de Boukharine n'avaient pas été retirées car l'examen des documents relatifs à ce procès n'avait pas pu être achevé; la question de sa réhabilitation au sein du parti, dès lors, n'avait pu encore trouver de solution. Cela signifie que quarante ans après l'exécution de mon père, la réponse que nous recevons confirme, en réalité, les accusations monstrueuses de Staline. Mon recours aux tribunaux - à la Cour suprême de l'URSS - a été vain : la vérité toute simple est qu'ils ne me répondent pas.

Dans un pays où la plus grande partie de la population a été éduquée par le manuel « abrégé » (de l'histoire du parti écrite par Staline, NDLR), fertile en mensonges, beaucoup de gens considèrent encore mon père comme un traître et un mercenaire de Hitler, alors qu'en réalité, il fut un combattant anti-fasciste de premier plan et que durant ses dernières années, il consacra toute son énergie à dénoncer le fascisme et à lancer des avertissements sur les menaces fascistes grandissantes.

Quittant notre foyer pour la dernière fois pour le plénum de février-mars 1977 (d'où il ne revint jamais), mon père dit à ma mère : « Ne sois pas amère : il y a de tristes erreurs dans l'Histoire. Je veux que mon fils soit élevé comme un bolchevik. ». Il considérait les événements qui étaient survenus comme tragiques mais transitoires; il croyait à la victoire finale des forces du socialisme.

Je ne suis pas membre du parti mais, pour mon père, le mot « bolchevik » impliquait sans doute possible le combat pour la justice sociale. Et nous sommes dans l'incapacité, dans notre pays, d'obtenir justice pour un homme que Lénine, avant de mourir, appelait « le favori de tout le parti ». Pour ma mère, qui a vécu les horreurs des camps de Staline, qui a connu beaucoup de compagnons d'armes de Lénine, beaucoup de vieux bolcheviks-militants dont elle garde les souvenirs les plus chaleureux et dont elle parle toujours avec tendresse et affection - la vie dans ces conditions devient sans cesse plus intolérable. Il est inconcevable que les gens qui portent encore sur

leurs épaules le fardeau des crimes de Staline, et qui ne l'ont pas jeté à la poubelle de l'Histoire, puissent lutter pour des idéaux élevés.

Je m'adresse à vous, camarade Berlinguer, non seulement parce que vous dirigez le PC le plus nombreux d'Europe occidentale et que vous avez jeté bas ce fardeau, mais aussi parce que Nicolai I. Boukharine était un communiste-internationaliste, membre actif du mouvement communiste international. Il était connu de communistes de nombreux pays : ils se le rappellent toujours avec chaleur. Quelques-uns de ceux-là vivent encore et militent dans les rangs du parti italien. Je pense particulièrement au camarade Umberto Terracini.

Je m'adresse à vous pour vous demander de participer à la campagne pour la réhabilitation de mon père, sous la forme qui vous semble la plus appropriée.

Peu de temps avant sa mort, Nicolai Ivanovich écrivit une lettre « aux futures générations de dirigeants du parti » dans laquelle il les appelait à « démêler le monstrueux amas de crimes ». Ma mère apprit le texte de cette lettre par cœur, durant les années noires et, après sa réhabilitation, elle la transmit au comité central du parti. Cette lettre finissait par ces mots :

« Sachez camarades que sur le drapeau que vous porterez lors de votre marche victorieuse vers le communisme, il y a une goutte de mon sang ».

Sincèrement vôtre

Yuri Larine (Boukharine)

12 mars 1978

RAPPORT SUR LE REJET DE LA REHABILITATION DE N.I. BOUKHARINE

Au début de juin 1977, un représentant du Comité central, Klimov, a donné un coup de téléphone à l'appartement de A.M. Larina, la veuve de Boukharine et a demandé qu'elle se mette en rapport avec lui. Le 9 juin, comme A.M. Larina était partie de Moscou, Yuri Larine, son fils, et fils de Boukharine, a appelé le numéro donné par Klimov. Il lui a demandé si ce coup de téléphone avait un rapport avec les lettres envoyées par la veuve et le fils de Boukharine, la veille du 25e congrès du PCUS, au congrès lui-même, au Présidium du CC du PCUS et au Secrétaire général du PC, Brejnev, personnellement, lettres appelant à la réhabilitation de Boukharine.

Klimov confirma que son coup de téléphone était en effet en rapport avec cette affaire et déclara ce qui suit : « J'ai reçu l'instruction de vous informer que nous ne pouvons donner suite à votre appel pour la réintégration de Boukharine dans le parti et le rétablissement de son appartenance comme membre de plein droit de l'Académie des Sciences, puisque le verdict de culpabilité en rapport avec les crimes pour lesquels il a été poursuivi n'a pas été levé. ».

Y. Larine a répondu que beaucoup de co-accusés de Boukharine ont déjà été réhabilités, notamment Krestinsky, Ikramov et Khodzhaiev. Klimov a ré-

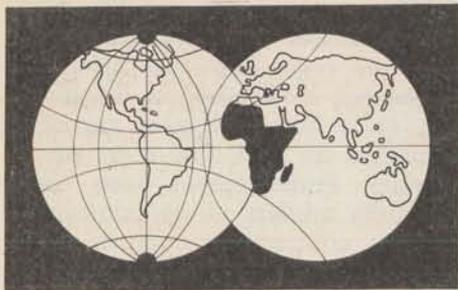
pondu que Larine ignorait manifestement que la majorité des accusés de ce procès n'avait pas été réhabilités. Y. Larine demanda alors : « Croyez-vous réellement que Nicolas Ivanovitch ait assassiné Gorki ? » Klimov répondit : « Cette question tombe sous la juridiction de la Cour et du bureau du procureur ».

Larine ayant demandé : « Cela signifie-t-il que vous pensez que je dois m'adresser à ces instances ? », s'est entendu répondre par Klimov : « C'est votre droit », mais il a précisé qu'il croyait que ce n'était pas opportun en ce moment-ci : « Vous devez savoir combien la situation est compliquée actuellement ».

A.M. Larina et Y. Larine avaient adressé un premier appel pour la réhabilitation de Boukharine en 1961, le rejet est donc venu seize ans après ce premier appel. Deux amis de Lénine, E.D. Stassova (ancienne secrétaire du Comité central) et V.A. Karpinsky, avaient lancé un appel analogue en 1965 mais ils sont morts entre-temps et n'ont jamais reçu de réponse.

Note de la rédaction :

Au congrès des historiens en 1964, le secrétaire du CC, Ospelev avait publiquement affirmé que ni Boukharine, ni Rykov n'avaient été des espions ou des saboteurs. Les autres accusés du procès de 1938 pleinement réhabilités sont Grinko, Ivanov, Tchernov et Zelensky.



Zambie

Un Etat-néo-colonial en faillite

Une économie en faillite, de plus en plus dépendante de l'impérialisme. Les critiques du gouvernement ne proposent que des mesures d'austérité. Aucune alternative de gauche en vue. Les travailleurs zambiens vont payer...

John BLAIR

Depuis notre dernier article sur la Zambie (*Inprecor*, 9 décembre 76, ancienne série No64), la plupart des tendances que nous avons mises en lumière alors, se sont accélérées de telle sorte qu'en cette première moitié de 1978, la crise politique et économique dans ce pays est bien plus profonde et beaucoup moins susceptible de se résoudre à court terme qu'à cette époque.

L'élément décisif, pour déterminer l'ampleur de ces problèmes, est comme toujours le prix du produit qui compte, pour les neuf premiers mois de 1977, pour 92% des exportations. Après une brève et légère remontée au milieu de 76 et au début de 77, le cuivre a retrouvé le prix du marché qu'il avait il y a 13 ans. Par conséquent, le problème consiste à savoir comment les prix des produits importés vont varier durant la même période. Pendant le 4^e trimestre de 1977, le prix du cuivre, sur le marché de Londres, était de 55 dollars 18 la livre, au lieu de 58,51 en 1965. Mais d'autre part, le prix des produits importés s'est élevé de presque 150% entre 65 et 75. Bien évidemment, il en est résulté un énorme déficit de la balance des paiements. Tous les secteurs de l'économie sont en récession. Malheureusement - et peut-être opportunément pour le gouvernement - les statistiques sont indisponibles en ce qui concerne les indicateurs-clé de l'emploi et de l'épargne après 1976. Même alors, nous trouvons une baisse de 8% de l'emploi par rapport à l'année précédente (de 398.840 à 368.360), 26% pour ce qui est du principal indicateur, le

bâtiment, 8% dans l'agriculture, 5% dans l'industrie manufacturière. Presque chaque jour, parviennent des nouvelles de fermetures, de licenciements, de réductions de production... etc, confirmant bien que la tendance au déclin n'a fait que s'accélérer. Présentant le budget 1978, le ministre des Finances, John Mwanakatwe, donna au moins des chiffres pour la production manufacturière qui connaît, dit-il un déclin réel de 4,2% en 76 et 5% en 77. Pour ceux qui conservent un emploi, les salaires nominaux ont stagné ou même décliné tandis que l'inflation a rogné une partie de leur pouvoir d'achat. Mais, là encore, les chiffres ne sont pas disponibles. Ceux dont on dispose jusqu'au milieu de 1976 indiquent que la moyenne des salaires avaient baissé l'année précédente de 5%. Même si l'on accepte la thèse du gouvernement zambien selon laquelle les salaires auraient monté de 5%, cela ne permet en aucun cas de rattrapper la hausse du coût de la vie. De même, malgré des années de propagande pour la «révolution rurale», l'agriculture n'a pas assez progressé pour permettre de réduire la facture des importations alimentaires, sans parler d'être à même de répondre à l'objectif, souvent mis en avant, de faire de l'agriculture le poste essentiel des exportations zambiennes.

Le budget 78 reflète la condition désespérée de l'économie zambienne et l'aggravation constante des conditions de vie de la population. Les mesures qu'il prévoit comprennent la réduction de la subvention au maïs, ce qui entraîne sa hausse

de 21,6% et la fin des subventions à la production d'engrais, ce qui implique une hausse de tous les produits agricoles. La situation économique de la Zambie a été à l'ordre du jour des grandes institutions financières du monde capitaliste. Cet état de choses est relié à l'évidence au fait que le gouvernement zambien constitue l'un des instruments les plus efficaces de stabilisation du capitalisme en Afrique du Sud. En particulier, sa situation d'Etat frontalier le mêle inévitablement à tout ce qui touche le Zimbabwe et la Namibie. Toutes ces dernières années, le pays a bénéficié de prêts périodiques et de transferts de fonds purs et simples de la part des principales économies capitalistes. En mars 1978, la «coopération» fait un nouveau pas en avant avec la négociation d'un programme de deux ans avec le Fonds monétaire international, envisageant un crédit de 390 millions de dollars et réactualisant un prêt antérieur de 46,6 millions de dollars. Le gouvernement zambien est donc lié par de sévères conditions :

- dévaluation immédiate de 10%. Elle va engendrer d'autres augmentations de prix.
- Tentative de réduire le déficit budgétaire. Ceci ne peut être atteint que par des coupes sombres dans les subventions à la consommation. Et,
- Un gel des salaires de deux ans.

Le fonds monétaire international a clairement annoncé qu'il fera en sorte de s'assurer que ces con-

ditions soient bien respectées en ne payant que 99 millions de son fonds spécial immédiat. Les autres 216 millions ne parviendront que par tranches trimestrielles et seront fonction de la « bonne conduite ». Mais tout cela reste encore insuffisant à en croire le *Financial Times* de Londres du 24 avril, selon lequel des sources proches du gouvernement zambien estiment elles-mêmes qu'il faudrait 800 millions de dollars (4 milliards de Francs) pour tirer la Zambie d'affaires. Et donc d'autres négociations ont été entreprises avec la Banque mondiale pour un nouveau prêt s'élevant à 400 millions de dollars.

LA SITUATION POLITIQUE : DES DIVERGENCES AU SEIN DE LA « BOURGEOISIE BUREAUCRATIQUE »

On parle assez justement de la classe dominante zambienne en termes de « bourgeoisie bureaucratique ». Parce que, lors de l'indépendance en 1964, presque toute l'industrie, le commerce et l'agriculture capitalistes étaient entre les mains de compagnies ou d'individus étrangers, la seule voie du pouvoir, pour cette couche ambitieuse, était la machine d'Etat. Les 13 ans et demi écoulés depuis l'indépendance ont vu, par conséquent, s'opérer une vaste expansion du secteur étatique de l'économie. C'est, à présent, plus de la moitié de la main-d'œuvre zambienne qui travaille pour ce secteur. Les bénéficiaires essentiels de ce processus - que la propagande décrit volontier comme « socialiste » ou « humaniste » - sont les plus hauts administrateurs du Cabinet et leurs subordonnés du Comité central chargés de l'administration de la machine d'Etat et de l'économie. C'est à la fois leur salaire élevé et leur position bureaucratique leur permettant d'exercer la corruption à grande échelle, qui explique que ces individus se servent de leur fonction pour accumuler le capital. Pour eux, ce processus est d'autant plus urgent qu'ils ont dans les pays voisins les multiples exemples de leurs collègues dépossédés du pouvoir politique par les militaires. De tels systèmes, pratiquement, ne sont stables qu'en période d'expansion économique, lorsque la bureau-

cratie dominante ne rencontre que peu de problèmes pour s'auto-enrichir. Une tendance économique du type de celle constatée en Zambie depuis la fin de 1974, avec la chute du cours du cuivre, produit de sérieuses tensions et des fissures au sein d'une élite en quête de prébendes. Il est possible de distinguer plusieurs tendances au sein de la bourgeoisie bureaucratique.

L'AILE DROITE

Ses représentants sont les principaux politiciens exclus du devant de la scène politique dans la période

désienne (effective depuis janvier 1973), mettant en lumière les conséquences économiques, le fait que cette fermeture affecte largement la Zambie, la Rhodésie, et le Botswana pour gagner l'Afrique du Sud d'où il est embarqué. Pratiquement tous les produits miniers et de consommation courante, y compris alimentaires de cette province du Zaïre, font le voyage inverse... A long terme, une telle politique - qui ne fait que se préciser depuis le début de 1978 (aggravation des rapports économiques



récente, bien que certaines de leurs propositions aient été soutenues largement par la bourgeoisie bureaucratique. Le plus connu de ces hommes est Arthur Wima, dirigeant de premier plan de l'époque de l'indépendance. Outre des scandales financiers, la raison pour laquelle d'autres hommes tels que Sefelino Mulenga, Axon Seko, Aaron Miller ont également été récemment « démissionnés » semble bien être leur association, au Parlement, avec Arthur Wima, dans une critique du gouvernement, qui semble bien constituer la première alternative claire à la politique de Kaunda :

a. Ils font constamment référence à la fermeture de la frontière rho-

avec la Tanzanie) - peut, bien sûr, contribuer à rendre plus difficile encore la situation des industries zambiennes. A l'époque de l'indépendance, 40% des importations zambiennes provenaient de Rhodésie et 21% d'Afrique du Sud. En somme, la divergence peut se résumer ainsi : la bourgeoisie bureaucratique, majoritairement, voudrait confirmer l'industrie zambienne tandis que l'aile droite de Wilma exprime davantage les intérêts du capital international qui passent par la mise sur pied d'une production très concentrée incompatible avec la fermeture des frontières zambiennes.

b. De la même façon, les partisans de Wilma sont favorables à l'ouverture la plus large possible de la Zambie aux investissements étrangers et ils accusent le gouvernement de décourager les investisseurs éventuels par les nationalisations, les contrôles bureaucratiques, etc. Sur ce point, ils ont obtenu une victoire en faisant voter par le Parlement la loi du 11 août 1977 sur le développement industriel qui contient un code d'investissement garantissant le rapatriement des profits et du capital pour les investisseurs privés. On a peu caché le fait que ceci représente un tournant manifeste dans la politique du gouvernement; par contre, on a bruyamment annoncé qu'il n'y aurait plus de vagues de nationalisations du type de celle de 1968. On explique moins honnêtement les raisons de ce tournant. Non seulement il est contradictoire avec les professions de foi sur la « construction du socialisme », mais c'est aussi un début de régression pour une classe dominante dont le pouvoir se fonde sur le contrôle de l'entreprise étatisée.

c. Visant plus directement les membres de la bureaucratie, le groupe Wima propose avec insistance de réduire le nombre des fonctionnaires. Son feu se concentre sur les structures du parti unique de Zambie, le Parti uni de l'indépendance nationale (UNIP). Il a un comité central de 28 personnes (gagnant chacune 12000 K - Kwacha, monnaie nationale zambienne - par an, sans les frais). Chose plus importante encore, le Comité central se compose généralement, tout comme l'administration du parti sous ses directives, de membres qui doivent leur position à une loyauté de longue date vis-à-vis de l'appareil. Beaucoup de ces bureaucrates ont un niveau culturel minimal et sont regardés avec mépris par les autres secteurs de l'élite qui estiment devoir leur poste à leur talent sans avoir dû « ramper ».

Lié à tout ceci, le fait que le Comité central a tendu à devenir un organe parallèle au gouvernement, non responsable devant le Parlement mais largement sous le

contrôle du Président. Il est élu lors de conseils nationaux où les positions de Kaunda ne sont pas réellement disputées. L'exigence d'une diminution de ses pouvoirs s'est accompagnée de celle de l'élection de son secrétaire général qui est appointé par Kaunda.

Sur deux points, les positions de l'aile droite trouvent une plus grande audience auprès des bureaucraties.

La position financière catastrophique de la Zambie a conduit à exiger que des économies soient faites en restaurant les droits d'inscription dans les écoles et les hôpitaux. Cette évolution, prétend-on, permettrait l'amélioration de la qualité de ces services, qui ne cessent de se dégrader de façon désastreuse. Bien entendu, cela implique que seuls, ceux qui en auraient les moyens, pourraient en bénéficier. La position financière de la plupart des membres du Parlement se voit clairement au soutien que dans leur écrasante majorité ils ont apporté à ces mesures.

Les fonctionnaires zambiens se sont vu interdire, en principe, tout revenu d'origine privée. Le 9 septembre 1977, les dirigeants de la Corporation industrielle et financière, qui rassemble toutes les entreprises paraétatiques, ont demandé que cette règle ne soit appliquée qu'aux seuls responsables politiques. Ils mettent en avant que l'application de la règle en question à des gens comme eux, c'est-à-dire disposant de capitaux prêts à être investis, ne peut que freiner le taux de croissance de l'économie ! Et là encore leur plaidoirie trouva une réponse dans le soutien ultramajoritaire du Parlement, particulièrement au sein du groupe Wima.

Aussi longtemps que ces revendications en restaient au stade du discours parlementaire, Kaunda pouvait largement les ignorer. Une menace potentiellement plus dangereuse survint lorsque la plupart de ces revendications, regroupées dans le rapport d'un comité restreint du Parlement et présenté le 29 novembre de l'an passé, fut votée le jour suivant à l'unanimité.

Entre autres choses le rapport proposait :

- Un système de contribution institué pour les services sociaux;
- Encouragements aux investisseurs étrangers privés;
- révision du règlement sur les fonctionnaires;
- élection du Comité central à partir des assemblées régionales du parti;
- élection du secrétaire général du parti...etc.

Malgré la vive réaction de Kaunda contre le Parlement coupable d'outrepasser ses prérogatives, fixées par la constitution, en se mêlant de modifier les structures du parti et malgré son affirmation devant le Conseil national de l'UNIP qu'il « considérait le Parlement comme un comité du conseil national », il est clair qu'en réalité, il n'est pas assez fort pour prendre des mesures contre les trois ministres membres du comité parlementaire et que le gouvernement s'oriente, pour ce qui est des questions économiques et sociales, dans la direction indiquée dans le rapport.

LE RETOUR DE L'UFP : UN COURANT « POPULISTE »

Le 9 septembre dernier, on apprenait sans surprise, au cours d'une conférence de presse, que trois dirigeants de premier plan de l'ex-UPP (Parti progressiste unifié) allaient rentrer dans l'UNIP: On avait déjà eu un signe de la popularité des membres de l'ex-UPP lors d'élections partielles tout au long de l'année. L'un d'eux, Chambeshi, en dépit d'empêchements de tous ordres avant le vote et malgré l'intervention de dernière minute de Kaunda, fut élu, ce qui montre bien la baisse indéniable de popularité de ce dernier. Malheureusement, on ne peut pas en conclure pour autant que ce vote reflète une radicalisation politique et l'amorce d'une alternative de gauche. Avant son interdiction en 1972, l'UPP était célèbre pour son opportunisme et pour sa tentative chronique de s'appuyer sur le tribalisme.

D'un côté il recevait un soutien considérable dans la ceinture du cuivre en exploitant le mécontentement



tement dû à la récession des années 1970, en protestant contre le gouvernement imposant le gel des salaires; d'autre part, il s'alignait sur le Congrès national africain nettement orienté à droite, essentiellement basé dans les provinces de l'ouest et du sud et qui se plaignait systématiquement des effets nocifs de la perte des contacts avec le Sud blanc. Le discours de Chambeshi, prononcé au Parlement le 29 mars 1978, montre que l'UPP entend bien faire à nouveau appel à sa base ouvrière de la ceinture du cuivre. En effet, Kaunda a fréquemment insinué que les problèmes économiques de la Zambie provenaient de la préférence marquée de ses habitants pour les luxueux produits étrangers aux bons aliments traditionnels. Il appelle à revenir au Maïs bouilli (nshima), le plat de base national. Chambeshi remarque que les dirigeants qui, aujourd'hui, proposent de manger du maïs à la place du pain, proposeront, demain, d'en revenir à la pratique de nos ancêtres de ne prendre qu'un seul repas par jour. Au lieu de mettre en avant de telles « solutions » aux problèmes économiques, le gouvernement devrait en trouver les causes réelles et reconnaître que nombreux sont ceux, même parmi les non chômeurs, qui parviennent difficilement à consommer, ne serait-ce que le nshima.

Kaunda étant attaqué sur deux fronts, on peut assurer que l'une des voies vers la victoire électorale, lors des élections générales qui auront lieu cette année, sera la critique croissante et explicite de la politique gouvernementale. Et donc, que ceux qui ont depuis le plus longtemps fait preuve d'opposition, l'UPP, progresseront le plus. Kapwepwe ne dispose pas encore d'une base assez large pour être à cette heure un rival totalement crédible de Kaunda. De leur point de vue, les masses laborieuses n'ont aucun avantage à attendre d'un soutien à un seul de ses candidats aux privilèges bureaucratiques. C'est en l'absence totale d'alternative réelle qu'il est certain qu'un nombre considérable de votes de protestation iront à ces « rivaux », lors des élections au Parlement, en particulier.

Le situation serait moins grave s'il y avait quelque signe de vitalité dans le mouvement syndical dont la direction est largement intégrée au parti et à l'appareil d'Etat. Malheureusement, l'année passée nous a fourni la triste image d'une classe ouvrière défaite quasiment lors de chaque lutte. Et non seulement des ouvriers, « meneurs de grèves » sont licenciés mais encore,

comme à l'usine mécanique de Livingstone, les initiatives patronales ont été cautionnées par le Conseil exécutif du syndicat. Etant donné le taux de chômage, la bureaucratisation totale des directions syndicales et l'absence de traditions de luttes notables, la classe ouvrière zambienne est désarmée au point de ne pouvoir mener quelque combat revendicatif que ce soit. Même les travailleurs des mines de cuivre dont la tradition de grèves remonte à 1935 sont conjoncturellement affaiblis. Et tout cela pose de gigantesques problèmes aux révolutionnaires car ce n'est que lorsque la classe ouvrière sera sensible à des revendications telles que l'échelle mobile des salaires contre l'inflation, le contrôle ouvrier face à la bureaucratie d'Etat que l'on pourra sortir de l'impasse actuelle.

Nous n'avons pas traité ici, spécifiquement, des événements survenus en Afrique du Sud bien qu'ils aient tenu une place essentielle et qui le sera sans doute davantage sur la scène politique zambienne. Nous sommes convaincus que la révolution prolétarienne zambienne n'éclatera en dernière analyse que dans le cadre du soulèvement de la région tout entière, dans lequel le rôle essentiel reviendra au prolétariat noir d'Afrique du Sud.

POST-SCRIPTUM

L'article ci-dessus a été rédigé fin avril 1978. Un article publié dans *Le Monde* du 1er juillet confirme entièrement ses données essentielles : une réunion du « groupe consultatif de la Banque mondiale pour la Zambie » s'est tenue à Paris du 27 au 29 juin. Elle a mis au point une aide « à court et à long terme au régime de Lusaka... Les besoins de la Zambie (étant) estimés pour les trois prochaines années à un milliard de dollars ». On apprend aussi qu'alors qu'en 1976, le cuivre assurait 55% des recettes de l'Etat, « cette année, pas un Kwacha ne tombera dans l'escarcelle de l'Etat, les compagnies n'ayant fait aucun bénéfice ».